1 Cour pénale internationale
2 Chambre de première instance VI
3 Situation en République démocratique du Congo
4 Affaire *Le Procureur c. Bosco Ntaganda* — n° ICC-01/04-02/06
5 Juge Robert Fremr, Président - Juge Kuniko Ozaki - Juge Chang-ho Chung
6 Conclusions orales — Salle d'audience n° 1
7 Jeudi 30 août 2018
8 (*L'audience est ouverte en public à 9 h 00*)
9 M^{me} L'HUISSIER : [09:00:18] Veuillez vous lever.
10 L'audience de la Cour pénale internationale est ouverte.
11 Veuillez vous asseoir.
12 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [09:00:40] Bonjour à toutes et à
13 tous.
14 Madame la greffière d'audience, veuillez citer l'affaire.
15 M^{me} LA GREFFIÈRE (interprétation) : [09:01:03] Merci, Monsieur le Président.
16 La situation en République démocratique du Congo dans l'affaire *Le Procureur c.*
17 *Bosco Ntaganda* ; référence de l'affaire ICC-02/04-02/06. Et nous sommes en audience
18 publique.
19 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [09:01:16] Je vous remercie,
20 Madame la greffière d'audience.
21 Aujourd'hui, nous allons entendre la fin de la plaidoirie de la Défense qui devra se
22 terminer au plus tard à 11 heures, donc, pendant ce premier volet d'audience.
23 Maître Bourgon, je pense que c'est vous... Ah ! Non, non, non, c'est M^e Gosnell.
24 Maître Gosnell, excusez-moi, et je vous donne la parole.
25 M^e GOSNELL (interprétation) : [09:01:44] Bonjour. Merci, Monsieur le Président.
26 Bonjour, Madame, Messieurs... Monsieur les juges.
27 Hier, je m'étais interrompu en parlant des chefs 6 et 9, en disant qu'il n'y avait pas
28 de faits et de circonstances dans le document contenant les charges qui permettraient

1 de prononcer une déclaration de culpabilité aux termes de l'article 74-2. Et, en partie,
2 nous avançons la même chose pour ce qui est des chefs 14, 15 et 16. Parce qu'on ne
3 peut pas nier que les deux dernières phrases du paragraphe 95 du DCC énoncent
4 avec une certaine précision quels sont les faits et les circonstances où M. Ntaganda...
5 où il est allégué que M. Ntaganda aurait vu des personnes enrôlées au sein du FPLC
6 ou des forces de l'UPC, et qui auraient été formées. Et cela inclut, Monsieur le
7 Président, la référence au paragraphe 95 à ce document : la visite à Rwampara qui a
8 eu lieu le 12 février 2003.

9 Toutefois, hormis ces deux dernières phrases du paragraphe 95, le document
10 contenant les charges, ne fournit aucun autre fait et circonstance qui permettraient
11 de prononcer une déclaration de culpabilité, notamment en ce qui concerne le
12 recrutement, aux paragraphes 93 et 94, hormis une portée temporelle très, très large,
13 puisqu'il s'agit du mois... d'une période comprise entre le mois d'août 2002 et
14 l'année 2000 ; et avez également les paragraphes 96 et 97, qui portent sur l'utilisation
15 alléguée des enfants soldats.

16 Pour ce qui est de ces crimes, rien n'explique le fait que les faits et les circonstances
17 n'ont pas été énoncés avec précision. Et je pense, par exemple, à des thèmes tels que :
18 où a eu lieu le recrutement ? Quand a eu lieu le recrutement ? Où se trouvait...
19 comment est-ce que ces enfants ont été utilisés ? Qui s'est chargé du recrutement ?
20 Qui a été recruté ?

21 Le paragraphe 93... ou les paragraphes 93... 92 à 99 ne fournissent aucun détail à ce
22 sujet et, de toute façon, ce n'est pas quelque chose qui a fait l'objet d'un accord
23 dans... ou qui a été plaidé dans l'affaire *Lubanga*.

24 Comme vous le savez, il y a d'autres faits et circonstances qui n'ont pas été énoncés
25 avec précision. Ils se trouvent dans les paragraphes... et cela, nous l'expliquons,
26 plutôt, dans le paragraphe 14 de notre réplique. Et, bien entendu, vous avez tout à
27 fait toute latitude pour mener à bien une analyse indépendante pour décider de ce
28 que vous considérez... considérerez comme ayant été énoncé avec précision.

1 Cela nous amène, maintenant, Monsieur le Président, à aborder la question des
2 enfants soldats, ainsi que les preuves relatives aux enfants soldats. Et je me propose
3 de vous présenter cela en cinq volets.

4 Premièrement, les enfants soldats témoins directs, eux-mêmes. Puis les éléments de
5 preuve par ouï-dire, tel que cela... tel que nous avons défini cela dans notre mémoire.

6 Les vidéos qui sont censées vous présenter des éléments de preuve au sujet de
7 personnes ayant moins de 15 ans et qui se trouveraient dans les rangs du FPLC.

8 Quatrièmement, les éléments de preuve documentaires. Et, cinquièmement, la
9 connaissance de M. Ntaganda à ce sujet. Alors, bien entendu, je ne vais pas présenter
10 un aperçu exhaustif, je choisirai de reprendre les points saillants et nous nous
11 appuyons sur nos écritures dans le mémoire et dans la réplique.

12 Mais la question, en fait, qu'il convient de se poser est comme suit : où se trouvent
13 ces témoins enfants soldats crédibles et fiables ? Le problème, ce n'est pas que
14 personne n'était disposé à venir et à dire qu'ils étaient anciens enfants soldats au sein
15 du FPLC, nous le savons cela, du fait des... parce qu'il y a 16 personnes qui se sont
16 présentées en tant que telles dans cette affaire ainsi que dans l'affaire *Lubanga*. Et
17 parmi ces 12 personnes qui ont témoigné dans l'affaire *Lubanga*, il n'y a aucune qui a
18 été considérée ni comme fiable ni comme crédible. Sur ces 12, trois ont menti et il a
19 été indiqué que ces personnes avaient menti à différents moments au sujet de leur
20 âge. Et il y en a trois qui... trois intermédiaires — pardon — qui ont encouragé les
21 mensonges de la part de ces trois personnes, et ce, avec une telle certitude que la
22 Chambre de première instance avait recommandé à l'Accusation de diligenter des
23 enquêtes au titre de l'article 70 au sujet de ces personnes. Et si nous... et si nous
24 voyons le dossier ou les dossiers en l'espèce, cela ne s'est jamais concrétisé.

25 Alors, ce que nous avançons, Monsieur le Président, c'est que les éléments de preuve
26 démontrent de façon importante que les quatre témoins enfants soldats qui ont
27 témoigné en l'espèce — ou peut-être qu'il y en avait cinq, cela dépend de la... ce que
28 pense l'Accusation à ce sujet — n'étaient pas fiables. Non seulement ils n'étaient pas

1 fiables, mais ils n'ont tout simplement pas dit la vérité ; et non seulement ils n'ont
2 pas dit la vérité, mais en ce qui concerne les témoins 0761, 0883 et 0888, ils ont
3 inventé de toutes pièces des documents. Et non seulement ils ont menti, inventé et
4 forgé des documents, mais en ce qui concerne les témoins 0758, 0761, 0888 et au
5 moins 0898, sans oublier le 0911, ces témoins, en fait, ont coordonné leurs
6 dépositions pour donner une impression fausse de fiabilité. Et ce sont des allégations
7 très, très graves, Monsieur le Président, mais elles sont étayées par ce qui s'est passé
8 dans ce prétoire, et ce que vous avez pu constater.

9 Alors, si ces témoins avaient témoigné en audience publique, cela ne fut pas le cas,
10 mais j'aurais quand même... j'aurais réitéré certains des exemples qui prouvent que
11 ces témoins ont menti et ont complètement inventé leurs témoignages. Je vous aurais
12 répété la réaction du témoin... d'un témoin lorsqu'on lui a confronté... elle a été
13 confrontée à la version d'un document qu'elle avait elle-même forgé afin de donner
14 une certaine impression à propos de son âge. Je vous aurais remontré le moment où,
15 en français, elle... elle parvient à comprendre un document qui est assez complexe,
16 d'ailleurs, et en fait, elle nous avait dit au départ qu'elle n'était pas en mesure de lire
17 le français, qu'elle ne savait pas lire le français. Je vous aurais montré la réaction du
18 témoin 0888 lorsqu'on lui a montré, d'après son acte de baptême, qu'il avait quatre
19 ans de plus que ce qu'il n'avancait. Je vous aurais montré quelques exemples du
20 témoin 0761 qui, sans aucune vergogne, a menti carrément, vous a menti, au sujet de
21 son rôle. Et je vous aurais présenté le témoin... ou je vous aurais répété ce qu'a dit le
22 témoin 0758 au sujet de l'enfant soldat au sein du FPLC ; il a menti au sujet de son
23 lieu de naissance, de l'endroit où elle a été élevée, il a menti au sujet du rôle qu'il
24 avait eu lorsqu'il a obtenu les documents, immédiatement après que le témoin
25 0758 avait été, au départ, refusé par cette... par ces juges en tant qu'enfant soldat au
26 sein du FPLC.

27 Mais ce serait une attitude tout à fait sensationnaliste, Monsieur le Président. Ce qui
28 est important, c'est de mener à bien une analyse méticuleuse des nombreuses

1 contradictions que l'on trouve dans les témoignages au sujet de l'endroit, des lieux
2 où ils se trouvaient, des actes qu'ils ont commis, au sujet de savoir s'ils ont jamais
3 fait partie ou non du FPLC et au sujet de leurs dates de naissance.

4 Et toutes ces contradictions font l'objet d'une longue analyse dans notre mémoire, au
5 paragraphe 700... 1165 (*se reprend l'interprète*) jusqu'au paragraphe 1282. Donc, il ne
6 s'agit pas d'oubli temporaire expliqué par le passage du temps. Il ne s'agit pas, en
7 fait, de fragilité pour ce qui est de se souvenir de certaines choses. Nous parlons de
8 témoignages qui, manifestement, étaient faux. Nous parlons d'efforts qui ont été
9 déployés pour faire en sorte que les témoignages paraissent beaucoup plus crédibles,
10 et ce, en dépit du temps qui a passé, puisque... ce que nous suggérons, en fait, c'est
11 qu'il y a des tentatives qui ont été faites pour forger les documents et coordonner les
12 témoignages. Il est très difficile de croire... je pense, par exemple, au témoignage du
13 médecin qui est venu, il est très difficile de croire que ce témoignage aurait pu être le
14 résultat d'un faux... d'une mémoire défaillante. Donc, il s'agit du Dr Yuille.

15 Donc, ce que j'indique, c'est que, en fait, il n'y avait... on ne peut pas dire qu'en
16 l'espèce il n'y avait pas de témoin disponible. Bien au contraire, les témoins qui sont
17 des anciens soldats allégués étaient disponibles, mais le fait est : ils sont venus et ils
18 ont soit tout simplement menti ou ils n'étaient tout simplement pas fiables.

19 Ce qui m'amène à vous parler de la deuxième catégorie des éléments de preuve.

20 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [09:12:26] Maître Gosnell,
21 j'aimerais vous poser une question supplémentaire. Est-ce que la Défense a une
22 théorie pour expliquer la raison pour laquelle ces témoins ont menti ?

23 M^e GOSNELL (interprétation) : [09:12:38] C'est une excellente question et je
24 m'interrogeais parce que je n'étais pas sûr de vouloir parler de cela. Je peux me livrer
25 à moult conjectures, je peux suggérer de nombreuses raisons. Ceux qui ont passé
26 beaucoup de temps en Ituri auraient beaucoup de théories à présenter. Il se peut
27 qu'il y ait différentes interprétations.

28 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [09:12:58] Mais je n'insiste pas,

1 Maître.

2 M^e GOSNELL (interprétation) : [09:13:01] Mais cela soulève, en effet, une question
3 extrêmement importante, parce que ce que... ce que je suggère, c'est qu'il ne nous
4 appartient pas à nous de nous livrer à des conjectures. Mais le fait est que lorsque
5 vous vous demandez... vous vous demanderez si les éléments de preuve que vous
6 avez entendus sont fiables ou non, cela vous permettra, en fait, d'aboutir à une
7 conclusion.

8 Mais la question que vous venez de poser a son importance, parce que, qu'est-ce
9 que... vers quoi cela converge ? On peut se demander pourquoi est-il besoin de poser
10 cette question. Pourquoi est-ce qu'il y a véritablement des failles dans les éléments
11 de preuve, des brèches ? Ce qui fait que nous posons ou vous avez posé cette
12 question. Et cela nous ramène à la charge de la preuve, la charge de la preuve qui
13 revient à l'Accusation, car la question que vous avez posée est une question à
14 laquelle on pourra trouver une réponse compte tenu de ce qui a été entendu au sein
15 du prétoire. C'est ainsi que les choses devraient se passer. Or, cela ne se passe pas
16 ainsi. Et c'est... Cela m'amène à vous parler de la deuxième... de ma deuxième
17 catégorie d'éléments de preuve. Il s'agit d'une masse disparate d'éléments de preuve
18 qui ne... qui, en fait, nous donnent différents types d'informations, notamment des
19 soi-disant entretiens avec des anciens soldats, des anciens enfants soldats, des
20 témoins qui ont vu des personnes au sein des FPLC et qui ont estimé qu'elles avaient
21 moins de 15 ans, juste en les voyant, et dans quelques cas, la connaissance de
22 certaines personnes qui ont indiqué qu'au sein du FPLC l'âge était connu seulement
23 sur la base de ce que disait un parent ou sur la base de liens familiaux.

24 Et pour reprendre l'opinion dissidente qui a été émise dans l'affaire *Lubanga*, le juge
25 Ušacka indique — et je cite — son espoir, espoir étant — et je cite — que « à l'avenir,
26 les poursuites concernant ces crimes devant la Cour nous "permettra" d'avoir des
27 éléments de preuve plus directs et plus convaincants, et préserveront l'équité de la
28 procédure qui est au cœur des poursuites pénales et qui ne doivent pas être sacrifiés

1 pour pouvoir présenter des événements historiques qui seraient versés au dossier ».

2 Fin de la citation.

3 Et vous allez... je veux dire, ces espoirs seront tout à fait déçus en l'espèce, parce

4 qu'il y a très peu d'enfants soldats témoins qui ont été présentés en l'espèce,

5 beaucoup moins que dans l'affaire... dans l'affaire *Lubanga*. Et l'on insiste et on... on

6 insiste beaucoup sur les éléments de preuve secondaires, beaucoup plus que sur les

7 événements primaires, les éléments de preuve primaires. Et la leçon que nous

8 pouvons tirer de l'affaire *Lubanga*, la leçon qui semblerait avoir été apprise est qu'il

9 vaut mieux présenter moins d'éléments... moins de... de témoins anciens enfants

10 soldats. Il vaut mieux présenter moins d'éléments de preuve directs qui auront une

11 valeur probante beaucoup moins importante. Et... Mais, par ailleurs, cela rend la

12 tâche de la Défense beaucoup plus difficile. Il est beaucoup plus difficile de prouver

13 et de démontrer que cela n'est pas vrai.

14 Et pourquoi pas, Monsieur le Président ? Parce que, après tout, les éléments de

15 preuve qui ont suffi dans l'affaire *Lubanga* pour que la Chambre de première

16 instance indique qu'il y avait doute raisonnable... et étant donné, comme je viens de

17 vous le dire, que ces éléments de preuve sont beaucoup plus difficiles à discréditer

18 de la part de la Défense, pourquoi se... s'importuner à présenter des éléments de

19 preuve directs qui... dont on pourra prouver tout simplement qu'ils ne sont pas

20 fiables ? Et cela, en fait, va... est... est extrêmement important. C'est justement ce

21 que nous faisons ici. C'est cela, la justice pénale internationale. Comment... Dans

22 quelle mesure est-ce que l'on peut court-circuiter les normes habituelles de la preuve

23 pour ce qui est de certains types de crimes ? Comment est-ce que vous pourrez

24 accepter — d'ailleurs, je reviens à votre question, Monsieur le Président — des

25 allégations qui sont présentées en matière de préoccupations sécuritaires ou des

26 allégations tout à fait infondées en matière de retraumatisation qui empêchent « à »

27 certains témoins de venir ?

28 Je me souviens très bien lorsque cet argument a été présenté ici, ce processus de

1 retraumatisation. Il s'agissait de ne pas présenter des photos à un témoin parce que
2 la suggestion était que si on lui présentait ces photos, cela allait déclencher une
3 retraumatisation pour ces témoins. Donc, il s'agit d'une façon... d'une façon tout à
4 fait normale de procéder à une enquête. Mais le fait que cela a été suggéré montre la
5 situation dans laquelle nous nous trouvons, parce que nous... nous... en fait, nous
6 prenons des raccourcis lorsqu'il s'agit d'éléments de preuve qui pourraient être
7 présentés de façon fiable. Et tout comme vous aviez rejeté cette objection, nous vous
8 demandons de résister à la tentation, la tentation de... d'édulcorer, en quelque sorte,
9 les normes de la preuve lorsqu'il est suggéré que des témoins ne sont pas
10 disponibles, que les enfants soldats ne sont pas fiables. Et ces affirmations ont été
11 contredites par les 16 témoins qui sont venus ici et qui ont déposé devant cette
12 Chambre et, dans les témoignages, ont déjà été considérés comme non-véridiques et
13 non-fiables.

14 Alors, la question qu'il convient de se poser est comme suit : est-il vrai que le FPLC
15 avait une armée d'enfants, si vous ne pouviez pas vous déplacer ou faire quoi que ce
16 soit en Ituri sans vous trouver face à un enfant soldat au sein du FPLC ? Mais où
17 sont les éléments de preuve directs émanant de ces anciens enfants soldats du
18 FPLC ?

19 Madame, Messieurs les juges, si nous prenons tous ces éléments de preuve, bon, il
20 s'agit d'éléments de preuve qui sont considérés comme secondaires. Bon, il y a trois
21 sous-catégories d'éléments de preuve secondaires, mais il n'y a parmi ces éléments
22 de preuve aucun élément qui « ne nous a permis » d'avoir les noms des personnes
23 qui, soi-disant, auraient eu moins de 15 ans. Et dans aucun des cas on ne vous a
24 fourni une photographie de ladite personne. Dans aucun de ces cas il n'y a eu
25 corroboration — corroboration qui aurait un sens, bien entendu —, à savoir de
26 sources indépendantes qui décrivent ou qui fondent des observations au sujet de
27 l'âge d'une même personne.

28 Alors, dans ces circonstances, Monsieur le Président, il est quasiment impossible à la

1 Défense de se livrer à une enquête pour déterminer si ce type d'éléments de preuve
2 est véridique, est entièrement véridique, est partiellement véridique, est
3 probablement faux, est vraisemblablement exact, est véridique. Nous ne pouvons
4 tout simplement pas nous livrer à ces évaluations. Et cela ne sera pas non plus
5 possible pour vous, Madame, Messieurs les juges.

6 Et pour les quelques témoins qui ont mentionné les noms de personnes, il convient
7 de se poser une question : qu'est-ce qui a été fait pour trouver ces personnes ?
8 Pourquoi est-ce que ces personnes n'ont pas été convoquées ici en tant que témoins
9 pour pouvoir témoigner en face de vous, pour qu'elles puissent dire « Oui, j'avais
10 moins de 15 ans et j'étais enfant... j'étais soldat au sein du FPLC alors que j'avais
11 moins de 15 ans » ?

12 Alors, si nous nous appuyons sur ces éléments de preuve secondaires, il ne s'agit pas
13 seulement de ouï-dire ; il s'agit tout simplement d'autoriser des éléments de preuve
14 qui remplacent les éléments de preuve principaux qui ne sont pas disponibles et qui
15 nous permettraient donc d'élucider ces charges. Nous, nous avançons que ces
16 éléments de preuve ne sont pas fiables, ne sont pas justes et ne respectent pas la
17 norme de la preuve qui est requise dans tout tribunal pénal. Mais s'il s'agit, par
18 exemple, de formation, de formation qui a eu lieu en un jour donné, peut-être que,
19 là, dans ce cas d'espèce, vous pourriez envisager d'accepter ces éléments de preuve
20 où ils pourraient être considérés comme satisfaisants. Mais une constatation suivant
21 laquelle une personne a moins de 15 ans, c'est un élément de crime (*sic*) qui doit être
22 prouvé au-delà de tout doute raisonnable, et ce pour trois raisons : parce que
23 l'évaluation d'un âge fait l'objet d'une marge d'erreur. Il... Cela passe par un... une
24 certaine subjectivité et un avis. Et cela n'est pas minimisé si l'on utilise des
25 méthodologies, la méthodologie étant : « Est-ce que... Alors, est-ce qu'on a consigné
26 le nom de la personne, lorsqu'on a posé trois ou quatre questions à cette personne ?
27 Est-ce qu'on a demandé... posé les questions au sujet de l'âge de cette personne à
28 d'autres... à d'autres personnes ? » Cela ne correspond absolument pas à une

1 véritable vérification digne de ce nom, et cela n'améliore pas du tout la valeur
2 probante de cette affirmation.

3 Deuxièmement, ce sont des constatations qui doivent se fonder sur la norme, une
4 norme au-delà de tout doute raisonnable, contrairement au facteur contextuel.

5 Et puis, troisièmement, est-ce que les éléments de preuve que vous... ce sont les
6 éléments de preuve que vous avez vus ici qui devraient, en fait, vous mettre sur le
7 qui-vive et qui vous... doivent vous permettre de comprendre qu'il est possible que
8 les éléments de preuve secondaires ne sont pas exacts et, de ce fait, ne sont donc pas
9 fiables. Et il est donc extrêmement périlleux, périlleux à l'extrême, que de se reposer
10 sur ces éléments de preuve secondaires en tant que remplaçants... remplacements
11 d'éléments de preuve non-fiables que vous avez entendus dans le prétoire.

12 Alors, cette injustice, et le péril que l'on encourrait à agir de la sorte, est augmentée
13 par le fait qu'il y a un grand nombre de personnes qui ont affirmé avoir eu moins de
14 15 ans, et ce sont des personnes dont les noms sont connus par l'Accusation et dont
15 les noms n'ont absolument pas été communiqués à la Défense.

16 Et j'aimerais réitérer cela, parce que cela a son importance. L'Accusation a un grand
17 nombre des noms des personnes qui nous ont dit avoir eu moins de 15 ans. Et ils...
18 lorsqu'ils vous demanderont de prononcer une déclaration de culpabilité contre
19 M. Ntaganda, c'est sur cela qu'ils s'appuient. L'Accusation a ces noms ; la Défense ne
20 les a pas. Et ces noms étaient aussi anonymes en ce qui... pour ce que la Défense le
21 sait, étaient anonymes pour les juges de la... pour les juges. Donc, vous avez un
22 témoin qui se présente devant vous, qui vous dit que quelqu'un lui a dit qu'il avait
23 moins de 15 ans. Le nom de la source n'est pas divulgué, ni aux juges ni à la Défense,
24 et la source est également la victime, et la victime n'a pas non plus... le nom de la
25 victime n'a pas non plus été communiqué ni à la Défense ni à vous, Madame,
26 Messieurs les juges.

27 Et soyons très clairs au sujet de la qualification de cet élément de preuve : il ne s'agit
28 pas d'information qui relève de la règle 77 en tant qu'élément essentiel pour la

1 préparation de la Défense. Il est difficile d'imaginer qu'il existe des informations
2 beaucoup plus fiables qui permettraient d'évaluer la crédibilité des éléments de
3 preuve à charge, qui font l'objet de l'article 67-2 du Statut.

4 Alors, par souci d'équité envers l'Accusation, ce n'est pas qu'ils ne nous ont pas
5 divulgué cela parce qu'ils ne voulaient pas nous communiquer ces éléments. Ce n'est
6 pas parce qu'ils ont dissimulé cela dans quelque archive et que, par la suite, nous
7 avons découvert que ces noms existaient. Ce n'est pas... ce n'est absolument pas ce
8 que nous suggérons, Monsieur le Président. C'est qu'il y a des parties tierces qui ont
9 imposé des contraintes juridiques à ces informations. L'Accusation a accepté ces
10 contraintes juridiques lorsqu'elle a reçu ces informations, et en conséquence, lesdites
11 informations ne sont pas divulguées.

12 Mais cela n'est absolument pas pertinent par rapport... pour ce qui est du préjudice
13 causé à ce procès. Le préjudice qui n'est peut-être pas visible et manifeste est tout à
14 fait insidieux. Est-ce que l'Accusation a essayé de trouver ces personnes, puisqu'elle
15 disposait de leurs noms ? Et s'ils l'ont fait, est-ce qu'il y a eu des déclarations qui ont
16 été faites ? Et si les déclarations ont été faites, est-ce qu'elles ont été communiquées à
17 la Défense ? Est-ce que ces déclarations ont été vérifiées pour assurer qu'elles soient
18 bien cohérentes ? Ou... Et est-ce que cela a été fait de façon continue afin de
19 déterminer s'il y avait des incohérences entre les différentes déclarations et entre les
20 différents moyens de preuve qui ont été présentés par l'Accusation ici ? Si ces
21 incohérences existaient, est-ce qu'il y a des demandes qui ont été faites à... au... à la
22 source de l'information pour une divulgation exceptionnelle à la Défense, pour
23 assurer le respect de l'article 67-2 ? Ou est-ce que l'Accusation n'a tout simplement
24 diligenté aucune enquête sur la base de ces informations ? Est-ce qu'elle n'a effectué
25 aucun entretien de ces personnes ? Et si elle ne l'a pas fait, pourquoi pas ? Il y a...
26 Vous savez, il y a un accès inégal à ces informations. Et lorsque l'on prend en
27 considération la charge, on se rend compte que cela milite contre l'accusé. Il ne s'agit
28 pas, tout simplement, de vous indiquer quel est le potentiel, comment est-ce que, sur

1 le terrain, cela peut avoir une incidence sur l'équité des enquêtes, sur l'égalité des
2 enquêtes, sur l'égalité de ce qui se passe ici. Ça, c'est quelque chose que l'on ne peut
3 pas véritablement vous présenter. Mais ce qui est important, par contre, c'est que la
4 règle, les règles sont... existent pour nous protéger pour ce genre... contre ce genre
5 de chose. Et lorsque les règles sont violées dans une telle mesure — et je vous dis que
6 cela se passe de façon considérable —, nous parlons d'une grande partie de victimes
7 et de sources qui nous ont dit ou qui avancent qu'elles avaient moins de 15 ans, et
8 cela est 17 fois plus le cas que le nombre d'enfants soldats qui sont venus témoigner
9 ici dans le prétoire.

10 Alors, la position de la Défense au sujet du témoin P-0046 n'a pas été bien présentée
11 mardi. Il a été suggéré que nous avons avancé qu'elle avait menti et qu'elle s'était
12 coordonnée avec d'autres personnes pour raconter des mensonges. Et cela n'est pas
13 vrai. La Défense n'a jamais, d'ailleurs, donné cette impression. Ce qu'avance la
14 Défense, c'est que sa soi-disant vérification d'âge consistait tout simplement à
15 demander à d'autres personnes quelle était leur opinion au sujet de l'âge d'autres
16 personnes, et que la deuxième opinion a... une deuxième opinion a été recherchée
17 dans très, très peu de de cas, pour autant que cela est indiqué dans le document, ou
18 comme cela est indiqué dans le document. Il y a... il y a... Lorsque l'on voit les
19 informations au sujet de l'affiliation avec le FPLC, ce sont des informations par
20 ouï-dire, et non seulement par ouï-dire, mais il s'agit d'informations tout à fait
21 anonymes pour la Défense et pour les juges. Cela nous donne une valeur probante
22 qui est absolument nulle et l'on ne peut pas utiliser cela pour se prononcer.

23 Je vais maintenant parler des éléments de preuve vidéo.

24 Hier, l'Accusation vous a montré certains extraits vidéo, bien sélectionnés, parmi
25 ceux qu'ils ont versés au dossier, sans doute ceux qu'ils considèrent comme étant les
26 plus probants pour montrer qu'il y avait des personnes de moins de 15 ans au sein
27 du FPLC — et bien sûr, en se concentrant d'abord sur des personnes en uniforme. Et
28 on a attiré votre attention, si vous vous rappelez bien, sur deux personnes qui étaient

1 assises à l'arrière du camion, avec des couvre-chefs. Une personne qui rentrait dans
2 un véhicule blanc à Rwampara, et une autre personne qu'on voit pendant un bref
3 instant, dont on ne voit pas le visage, et dont on évalue la taille et l'apparence par
4 rapport aux autres personnes qui sont autour de lui, et rien d'autre.

5 Alors, vous pouvez avoir une certaine impression, une certaine intuition, quant à
6 l'âge que ces personnes pourraient avoir, mais il faut quand même juste après se
7 poser la question suivante, la question qui d'après nous reflète bien la norme
8 d'administration de la preuve, qui est : serait-il non raisonnable de dire que ces
9 personnes auraient 15 ans ou plus ? C'est tout ce qu'on vous demande. Donc, il faut
10 que vous vous posiez cette question, et que vous y répondiez au-delà de tout doute
11 raisonnable. C'est le test, et c'est le seul test qui vous incombe.

12 Alors, regardez maintenant les photos que vous avez à l'écran qui sont, bien sûr,
13 beaucoup plus claires, beaucoup plus précises, bien moins floues que tout ce que
14 vous avait... a montré l'Accusation. Alors, votre réaction, c'est : Oh ! La plupart...
15 tous ces visages appartiennent à des personnes qui ont plus de 15 ans, sans doute.

16 Mais les normes juridiques applicables pour demander l'asile demandent qu'il
17 convient que ces personnes n'aient pas moins... n'aient pas plus de 17 ans. Donc on
18 vous demande de... à vous, de faire une... une estimation en vous basant sur une
19 vidéo assez floue, rapide, et c'est bien différent quand même que ce qui se passe
20 dans une demande d'asile où la personne est vue en vrai, où les photos sont bonnes
21 et où la personne doit répondre à des questions, et où on peut enfin décider quel âge
22 il peut avoir.

23 Alors, il faut faire... je vous demande de faire attention ; vous n'avez pas vu ces
24 personnes en personne, n'est-ce pas, ces personnes qui auraient eu moins de 15 ans.

25 En plus, ils ne sont pas de la même appartenance ethnique que nous. Et dans une
26 affaire américaine, une affaire au Royaume-Uni (*se reprend l'interprète*), le fait que l'on
27 doive estimer l'âge d'une personne d'une ethnique différente rend les choses encore
28 plus difficiles. Donc, il faut donc être encore plus prudent.

1 Alors, dans l'affaire, dans le contexte des demandes de droit d'asile, on ne demande
2 pas la preuve... la preuve n'est pas la même, mais ce n'est pas la preuve au-delà de
3 tout doute raisonnable. Alors que maintenant, vous allez devoir décider au-delà de
4 tout doute raisonnable si cette personne doit être renvoyée en prison. Et vous allez
5 devoir vous baser sur un clip de deux secondes, voire moins, extrêmement flou, où
6 on voit à peine le visage d'une personne, parce que soi-disant cette personne aurait
7 enrôlé des enfants soldats et les auraient employés. Alors, je ne peux... vous ne
8 pouvez pas faire une détermination sur l'âge de ces personnes en vous basant sur les
9 vidéos qui vous ont été montrées ; voilà ce que nous vous avançons. Mais surtout, ce
10 qui est encore plus important, c'est le fait qu'on ait pris ces quatre individus parmi
11 tous les éléments de preuve dont disposait l'Accusation, quand on sait qu'il y avait
12 tant et tant de soldats du FPLC en uniforme — puisque dans les vidéos, on en voit
13 énormément. On vient bien, s'ils n'ont réussi à en trouver que quatre, c'est que ce
14 n'était pas une armée d'enfants, c'est qu'il devait y avoir quand même un critère
15 d'âge qui était appliqué. Et ceux qui avaient l'air d'avoir près de 15 ans, n'étaient pas
16 enrôlés au sein du FPLC dans le cours normal des événements, contrairement à ce
17 que voudrait vous dire l'Accusation. Il y a quelques exceptions isolées qui, en fait,
18 sont l'exception à la règle, la règle étant que le FPLC appliquait les critères d'âge
19 normaux aux fins de garantir qu'il n'y ait pas d'enfants soldats dans leurs rangs.
20 L'Accusation voudrait que vous écartiez ce problème ou que vous le minimisiez et...
21 en déclarant ce que vous voyez à l'écran en ce moment. Et à... de notre avis, ils
22 essaient de renverser tout simplement la charge de la preuve. Ils veulent... ils vous
23 disent ce qui suit : « Certes, il n'y a pas énormément de personnes qui ont l'air
24 d'avoir moins de 15 ans, mais il y en a énormément qui semblent avoir de 15, 16,
25 17 ans, et cetera. Mais c'est vrai, forcément, avec les lois de la statistique et les lois
26 des grands nombres, on est certain qu'il y en a qui ont moins de 15 ans. Mais ce n'est
27 pas la façon correcte de raisonner. On ne peut pas raisonner de la sorte pour en
28 déduire qu'il y avait des personnes qui avaient moins de 15 ans. Et d'ailleurs,

1 implicitement, l'Accusation sait que la plupart des gens qui sont sur les vidéos ont
2 bien plus de 15 ans — ce qui est beaucoup plus plausible.

3 Maintenant, parlons des éléments de preuve documentaires. Et je vais maintenant
4 parler du document présenté par M. Adubango, document sur lequel on s'est
5 énormément appuyé dans l'affaire *Lubanga*. Et donc, depuis le début de cette affaire
6 l'Accusation savait très bien qu'elle allait aussi compter sur ce document. Mais, que
7 dit ce document ? Eh bien, il est écrit qu'un programme a été initié en faveur des
8 enfants soldats âgés de 10 à 15, 16 ans. Donc, l'Accusation vous affirme qu'il s'agit
9 d'une déclaration qui détermine quel était l'âge des personnes et des enfants recrutés
10 au sein du FPLC. Étant donné que c'est M. Adubango qui a écrit la lettre, qu'il faisait
11 partie de la FPLC, on lui donne une importance spécifique, parce que c'est une
12 déclaration qui va contre son intérêt, finalement, et qui est contemporaine. Donc
13 l'Accusation y accorde énormément de valeur. Mais il y a des choses que vous ne
14 savez pas. Vous ne savez pas si M. Adubango s'est rendu un jour ou l'autre dans un
15 camp du FPLC. Vous ne savez pas qui a initié ce fameux programme dont il parle. Et
16 d'après nous, vous ne savez même pas pourquoi on lui a... il a décidé de choisir cette
17 fourchette d'âges. Est-ce qu'il essayait de dire quel était l'âge des recrues du FPLC,
18 ou alors qu'il essaie d'éviter que l'on dise que toute personne d'un groupe armé
19 puisse être exclue du fait de son âge ?

20 Il faudrait peut-être maintenant se pencher sur d'autres documents parce que... et
21 nous, nous considérons que c'était à l'Accusation de poser ces questions, afin
22 d'éclairer un peu le sujet. Elle aurait dû le faire en posant des questions au témoin
23 sur cette même personne, en citant cette personne à la barre éventuellement, aussi.

24 Nous ne sommes certainement pas en train de dire que les règles habituelles de
25 l'authentification de documents doivent s'appliquer ici, mais vous avez quand même
26 besoin d'informations. Vous devez savoir qui a rédigé le document, dans quel but, et
27 sur quoi ils se sont basés pour rédiger le document, surtout lorsqu'il s'agit d'un
28 document essentiel sur lequel compte une partie. Or, nous considérons que ce

1 document peut être interprété de bien d'autres façons. C'est un document qui fait
2 partie d'une série de documents qui parlent de la démobilisation, mais non pas du
3 point de vue du FPLC, mais de la démobilisation dans... qui a lieu dans d'autres
4 groupes armés et dans des groupes d'autodéfense. Nous savons que ces forces
5 d'autodéfense ont perduré, même après la mise sur pied du FPLC, et que parfois, le
6 FPLC les trouvait fort difficiles à gérer.

7 Et on voit ici un document de Kisembo du 30 octobre 2002. Donc, c'est un document
8 envoyé au sous-commandant disant : « Dès à présent, vous devez désarmer tous les
9 enfants de moins de 18 ans, et cela même dans les forces d'autodéfense. » Et ça,
10 c'est...

11 Ensuite, 10 décembre 2002, document de Thomas Lubanga cette fois-ci.

12 Vous pouvez... veuillez, s'il vous plaît, montrer aussi la deuxième page.

13 *(Le greffier d'audience s'exécute)*

14 On voit que le 10 décembre, Thomas Lubanga s'inquiète du grand nombre d'armes
15 qui circule au sein de la population civile et qui, d'après lui, est dangereux. Il
16 demande donc à ce que ces armes soient enregistrées dès que les municipalités
17 auront été pacifiées et que les conflits d'intérêt auront été supprimés. Ensuite,
18 10 janvier 2003, c'est encore l'UPC qui demande que le comité de paix soit dissout.
19 En effet, il ne cadre pas avec la philosophie et le programme de pacification de
20 l'UPC/RP, et qu'il risque de porter atteinte aux objectifs que s'est assignés l'UPC/RP.
21 Ça, c'est un document qui date donc, du 10 janvier 2003, qui montre bien que les
22 forces d'autodéfense existaient, dans une certaine mesure en tout cas, et que l'UPC et
23 le FPLC essayaient de... de désarmer ces groupes au moins dans... de les contrôler,
24 dans une certaine mesure, et qu'il y avait bel et bien un besoin de programme de
25 désarmement afin d'atteindre ces objectifs.

26 Alors, dire de but en blanc que le document *Adubango* est un document factuel qui
27 décrit les choses telles qu'elles sont, qui décrit qu'au sein du FPLC, il y avait des
28 enfants qui avaient entre 10 et 15 ans, c'est une façon d'interpréter le document, mais

1 ce qui est certain, c'est que ce n'est pas la seule interprétation raisonnable. Or,
2 souvenez-vous, c'est la norme de la preuve qui est très élevée et qui vous incombe.
3 Nous considérons donc que vous ne pouvez compter sur ce document uniquement
4 pour prendre votre décision. Je suis sûr, bien entendu, que l'Accusation va répliquer
5 à cet argument, mais il y a... pour dire qu'il y a d'autres éléments de preuve qui
6 confirment qu'il y avait des enfants de moins de 15 ans ou qui pourraient suggérer
7 qu'il y avait des enfants qui auraient moins de 15 ans au sein du FPLC et que, donc,
8 là, en vous montrant ce document, on ne vous a montré qu'un atout qui n'est pas
9 l'atout majeur du jeu. Mais non, nous considérons que cette façon de penser et de
10 présenter les choses est erronée. Vous devez prendre en compte la totalité des
11 éléments de preuve.

12 Mais, d'un autre côté, on ne peut pas dire que chaque carte que l'on tire du jeu a
13 exactement la même valeur. Et je le dis, parce que nous devons compter sur le
14 principe de corroboration. Pour corroborer les choses, il faut qu'il y ait une certaine
15 convergence des faits qui doivent être démontrés et un certain degré d'indépendance
16 des sources. Donc, on ne dit pas que ce n'est qu'une question de degré, que ce n'est
17 qu'une question de faits, nous ne disons pas non plus que vous n'avez pas
18 énormément de latitude lorsque vous allez évaluer les éléments de preuve, bien sûr
19 que non. En revanche, voici ce que nous disons : si vous examinez les choses en
20 disant : est-ce que cela prouve les charges, est-ce que le document de P-0046 prouve
21 la charge ? Eh bien, là, c'est une erreur, parce que vous laissez tomber le critère
22 essentiel qui est d'analyser la preuve en se basant sur la valeur « probative » et
23 l'apparence de fiabilité des pièces individuelles.

24 Et donc, selon nous, ce document, ce document *Adubango* ne peut pas être pris en
25 compte. En effet, il n'est pas corroboré de façon utile. Il n'est pas corroboré par les...
26 les faisceaux de preuve qui l'entourent, et donc, on ne peut pas compter sur ce
27 document pour dire qu'il y avait des enfants, par exemple, de 10 ans au sein
28 du FPLC.

1 Maintenant, passons à ce que savait M. Ntaganda à propos d'enfants qui auraient eu
2 moins de 15 ans au sein des rangs du FPLC. Et, à la page 31, mardi, l'Accusation
3 semble dire qu'il a été fort incohérent dans son témoignage. Le 27 juin, il avait dit
4 que, pour savoir l'âge des sujets, on évaluait leur apparence d'un coup d'œil, sans
5 leur demander leur âge, alors qu'après l'été, après la pause de l'été, il a changé son
6 fusil d'épaule et il a dit que l'évaluation se faisait fort différemment.

7 Ce que l'Accusation ne sait pas, c'est : le lendemain du 27 juin, avant les vacances
8 d'été, donc, M. Ntaganda a développé la... les explications qu'il donnait à propos des
9 tests qu'ils faisaient passer aux futures recrues. Et c'est à la transcription 214,
10 page 33, ligne 12 — transcription anglaise. Et... Ce qui montre bien qu'il n'a pas eu
11 tout l'été pour mûrir sa réponse. Et je vous invite à regarder sa réponse du 28 juin,
12 parce qu'il explique de façon très spontanée comment on peut bien trouver l'âge
13 d'une personne d'après une évaluation physique. Il est suggéré qu'il est
14 « implausible » qu'une recrue puisse se présenter sans connaître son âge ou en
15 donnant un âge erroné. Et j'attire votre attention sur les paragraphes 31 et 32 de
16 mémoire sur les enfants soldats — je suis certain que vous l'avez lu —, et je fais
17 référence ici à une loi électorale : (*intervention en français*) « Si la personne ne connaît
18 pas l'année exacte de sa naissance, l'agent inscrit celle qu'elle croit l'être. »
19 (*Interprétation*) Donc, je répète en français : « Si la personne ne connaît pas la date
20 exacte de la naissance, pas seulement la date, l'année exacte de la naissance, eh bien,
21 c'est à l'officier d'état civil de faire une évaluation visuelle. » Donc, c'est tellement
22 courant dans cette région que ça a été inscrit dans la loi, maintenant. L'officier d'état
23 civil peut tout simplement le faire visuellement.

24 Et l'Accusation vous a dit mardi, à la page... mardi, en tout cas, que 13 témoins
25 avaient vu M. Ntaganda employer les enfants soldats d'une façon ou d'une autre.
26 « Ils » n'ont pas été identifiés, ces 13 personnes. J'imagine que, là, c'est P-0091 qui a
27 dit que les gardes du corps de M. Ntaganda semblaient avoir 13 à 14 ans, 14 à 15 ans.
28 Certains auraient dit qu'ils avaient peut-être 14 à 15 ans, et puis P-0290 a dit que

1 certains individus n'ont pas pu être acceptés à l'instruction et avaient à peu
2 près 15 ans. Et il a visiblement oublié de... ils ont parlé... oublié de parler de... du
3 témoignage de D-0017 qui disait qu'aucun des gardes du corps de M. Ntaganda
4 n'avait moins de 16 ans ou 17 ans, et puis le témoignage de D-0251 qui a dit que
5 l'escorte la plus jeune avait 16 ans.

6 Et puis on parle aussi toujours d'enfants... d'enfants, en mettant dans le même sac
7 ceux qui ont plus ou moins de 15 ans.

8 Et cela a été le cas, d'ailleurs, pendant toute... tout ce procès. Nous demandons de
9 faire très attention lorsque l'on utilise ce terme « enfants » de façon aussi générique.

10 L'accusation a aussi dit mardi — et je cite : « L'accusé a aussi admis à des
11 représentants officiels des Nations Unies et à un chercheur qu'il savait qu'il y a des
12 enfants au sein de l'UPC. » C'est absolument faux. À moins que lorsque vous
13 interprétez le mot « enfants », vous prenez en compte toute personne de moins
14 de 18 ans, parce que c'est ce que montrent les éléments de preuve de P-0315. Et
15 l'Accusation réfère à... se réfère à P-0031, mais son témoignage est contredit
16 par P-0046. En effet, c'est la personne à qui P-0031 a dit... qui a dit que M. Ntaganda
17 parlait, et P-0046 dit que ce n'est jamais arrivé.

18 Et puis il y a aussi le témoignage de P-0109, avec M. Ntaganda qui serait rentré dans
19 une classe à Mudzipela. Là, c'est totalement contredit par D-0057 et il n'y a aucune
20 corroboration. Donc, je... c'est à vous de voir si cela a jamais existé.

21 Maintenant, Rwampara : la vidéo des personnes qui sont en habits civils.
22 L'Accusation, là, a utilisé un pot-pourri des termes employés par M. Lubanga pour
23 dire que toute personne de l'assemblée devait être « prêt » à... à partir à l'instruction.
24 Mais les mots exacts de M. Lubanga ne peuvent pas être utilisés comme... pour en
25 tirer une déduction... cette déduction... ne contredisent absolument pas le récit de
26 M. Ntaganda et de D-0080, c'est-à-dire que ces personnes venaient juste d'arriver à
27 Rwampara, qu'ils avaient juste été informés qu'ils ne pourraient pas suivre la
28 formation. Et même P-0030 a confirmé que certains de ces individus qui étaient là —

1 et je cite — « étaient des civils qui voulaient nous noyer, nous inonder » — fin de
2 citation. Et ça, c'est, donc DRC-OTP-2054-2951, à la page 2981.
3 Paragraphe 33, maintenant, de la réplique de l'Accusation... semble aller encore plus
4 loin que cela en disant : « Toutes les personnes se trouvant au camp de Rwampara
5 étaient soit soldat, soit recrue. Et Ntaganda a témoigné à ce propos d'ailleurs. » Fin
6 de citation. Mais, à nouveau, c'est une déformation des éléments qui vous ont été
7 présentés, Madame, Messieurs les juges. Regardez la note de bas de page 142 et vous
8 verrez exactement ce sur quoi s'est basée l'Accusation pour énoncer un tel propos. Et
9 vous verrez que c'est moi qui ai raison. Ensuite, l'Accusation semble suggérer que la
10 vidéo de Rwampara montre bien que M. Ntaganda acceptait tout le monde au sein
11 du FPLC. Nous considérons que ce n'est pas une déduction raisonnable que l'on
12 puisse faire en se basant sur les informations qui vous ont été présentées. Et, en tout
13 cas, vous ne pouvez certainement pas en juger au-delà de tout doute raisonnable.
14 Ensuite, M. Ntaganda a bel et bien dit qu'il avait plus ou...qu'il était au courant de ce
15 qui se passait en matière de formation au FPLC, ce qui ne signifie pas qu'il était au
16 courant de tous les détails concernant toutes les recrues, de tous les centres de
17 formation et de toutes les unités, à tous leurs niveaux, du FPLC. Donc, ça aussi, il
18 faut que vous le preniez en compte.
19 Et enfin, sur les enfants soldats, maintenant, quel est le statut du jugement *Lubanga*
20 en l'espèce ? Vous savez très bien qu'au titre de l'article 21, cela n'a aucune
21 pertinence. Ce n'est pas contraignant. Vous n'avez même pas besoin de suivre la
22 moindre consigne. Et, bien sûr, dans ce procès, toutes les parties se sont plongées
23 avec délectation dans le jugement *Lubanga*. Mais j'ai une chose à dire à propos du
24 procès *Lubanga*. Lorsque l'on lit le jugement en première instance et l'arrêt, on voit
25 bien que les éléments de preuve ont été présentés et ont émergé bien différemment
26 là-bas qu'ici. Et vous devez donc évaluer les éléments de preuve qui vous ont été
27 présentés dans cette Chambre de façon... avec un esprit vierge, sans penser à ce qui
28 s'est passé dans l'affaire *Lubanga*. Et l'arrêt *Lubanga*, d'ailleurs, a bien explicité qu'elle

1 appliquait un standard de... la norme de déférence habituelle qui doit être appliquée
2 d'une Chambre d'appel à Chambre de première instance. Ce qui signifie que la
3 Chambre de premier appel (*sic*) aurait très bien pu demander un acquittement ou
4 une condamnation, mais, en tout cas, qu'elle a considéré que le jugement en
5 première instance était correct en matière de constatations.

6 Maintenant, passons à la deuxième attaque, Monsieur le Président.

7 Alors, d'abord, les faits. Dans les circonstances normales, il est évident que lorsqu'on
8 a à peu près 12 témoins pour un événement comme le massacre de Watsa, eh bien,
9 avoir douze... une douzaine de témoins, cela devrait suffire pour prouver quelque
10 chose au-delà de tout doute raisonnable. Mais les éléments de preuve qui vous ont
11 été présentés étaient entachés d'anomalies. Les éléments de preuve
12 « médico-légale », tout d'abord, qui ont montré qu'il n'y avait pas de blessures par
13 armes coupantes. Lors... L'on s'est rendu compte, lors des exhumations des corps,
14 contrairement à ce qu'avaient dit les témoins, qui avaient dit avoir vu les personnes
15 être exécutées à la baïonnette ou à la machette. Ensuite, l'origine même des photos
16 est assez étrange ; il y a beaucoup d'incohérences en matière de nombre de victimes,
17 d'après ce qu'ont raconté les témoins et aussi d'après les restes humains trouvés sur
18 site. Le contact très étroit entre les témoins, aussi, les uns avec les autres, et le fait... il
19 est certes vrai qu'il y a, à un moment, une... un vêtement qui ressemble énormément
20 à un autre vêtement qui aurait été exhumé à KOB1, mais il faut dire quand même
21 que c'est le seul vêtement qui est vraiment distinctif et repérable... et dans cette
22 photographie de la bananeraie où l'on a trouvé les charniers.

23 Mais, imaginons qu'il y ait eu... mais même en acceptant qu'il y ait eu un massacre à
24 Watsa, c'est lors de la... c'est un massacre qui aurait eu lieu, de toute façon, lors du
25 dernier jour de l'opération en cours. Ça ne fait pas du tout partie d'une série de
26 massacres systématiques et généralisés. Le Procureur voudrait vous le faire croire en
27 se basant sur le témoignage de P-0863 à propos du massacre de six individus à
28 l'hôpital de Bambu, mais nous considérons que l'Accusation n'a donné aucune

1 explication pouvant expliquer pourquoi P-0863 aurait négligé de parler d'un
2 massacre aussi atroce dans ses premières déclarations à l'Accusation et pourquoi
3 aucun élément de preuve médico-légal n'a été présenté par le biais de P-0863, alors
4 qu'il avait pourtant identifié les lieux par rapport à l'hôpital de Bambu, où d'après
5 lui... lieu où, d'après lui, ces victimes auraient été enterrées. Et la vidéo et les images
6 présentées à propos de la politique de la terre brûlée à Lipri ne sont pas vraies. Lipri
7 semble encore intacte, malgré tout ce qu'a dit P-0172 et malgré le fait que P-0017...
8 ou P-0317 aurait dit que Lipri avait été totalement détruit. Or, on voit des
9 photographies qui montrent à nouveau les mêmes incohérences entre ce que l'on
10 voit sur la photo et ce que racontent les témoins.

11 Ensuite, mardi, l'Accusation a essayé de vous donner des informations à propos de
12 la réduction en esclavage sexuel et des événements qui pourraient donner lieu à une
13 condamnation. Mais tout d'abord, la notification n'a pas été suffisante. Et puis les
14 trois personnes que 0300... 0790 a soi-disant entendues pourraient très bien être P-
15 0018, P-0019, et 0133, ce qui signifie que l'Accusation demande donc une
16 condamnation, mais pour un même événement, puisque c'est P... c'est quelque
17 chose... quand P-0790 dit qu'il a entendu trois personnes, il aurait... il a très bien pu
18 entendre 0018, 0019 et 0133.

19 Ensuite, les éléments de preuve de la seconde attaque ne montrent absolument pas
20 qu'il s'agissait d'une opération de terre brûlée. Au contraire, c'était une opération
21 légitime contre des objets militaires légitimes, et même s'il y a eu... il y aurait bel et
22 bien eu un crime à Wadza, le dernier jour de l'attaque, cela ne change pas le tableau
23 général qui est qu'il n'y avait pas de campagne systématique.

24 J'en ai terminé, et maintenant, je rends la parole à M^e Bourgon.

25 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [10:01:26] Maître Bourgon, vous
26 avez la parole.

27 M^e BOURGON (interprétation) : [10:01:30] Merci, Monsieur le Président.

28 Alors, il nous reste 60 minutes et je vais vous parler de la crédibilité des témoins, de

1 la responsabilité ou de la responsabilité alléguée de M. Ntaganda en application de
2 l'article 25, et je vous... je vous parlerai également de l'article 28. Je souhaiterais
3 pouvoir avoir la main pour que nous puissions faire fonctionner notre présentation
4 PowerPoint.

5 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [10:02:02] Madame la greffière
6 d'audience, je vous en prie.

7 *(Le greffier d'audience s'exécute)*

8 M^e BOURGON (interprétation) : [10:02:09] Alors, il y a trois questions qui portent sur
9 la crédibilité des témoins. Premièrement, les facteurs applicables, deuxièmement, les
10 témoins privilégiés et, bien entendu, troisièmement, les témoins du Bureau du
11 Procureur.

12 Alors, le comportement dans le prétoire, c'est une considération importante qui
13 permet aux juges d'évaluer la crédibilité des témoins. Mais il y a d'autres paramètres
14 qui permettent de déterminer la fiabilité des éléments de preuve fournis par les
15 témoins. Tous ces paramètres ont été énoncés dans notre mémoire de clôture de la
16 Défense tout comme dans notre réplique. Et je... en quelques minutes, je vais
17 m'intéresser à certains des critères que nous énonçons.

18 Premièrement, le rôle du témoin : le rôle du témoin est extrêmement important, et je
19 vous l'ai déjà dit d'ailleurs, car en fonction de sa position, et de son ancienneté, on
20 peut... un témoin peut s'attendre ou ne pas s'attendre à avoir certaines informations.
21 Par exemple, un témoin, un témoin peu gradé ou un témoin jeune, on ne s'attend
22 pas, de la part de ce témoin, à ce qu'il ait été informé de conversations, de plans, de
23 discussions auxquels participaient des officiers haut gradés. Est-ce que cela signifie
24 que ce n'est pas possible ? Non, bien sûr que cela est possible, mais c'est quand
25 même une... quelque chose à prendre en considération.

26 Prenons le témoin P-0907. Il a très, très, très, très peu d'antécédents militaires. C'est
27 un garde du corps. Si un témoin tel que le témoin P-0907 témoigne à propos de
28 choses qui ne sont... qui ne sont pas du ressort d'un garde du corps, cela doit attirer

1 l'attention d'un juge du fait et l'on peut se demander comment ces informations ont
2 été obtenues par ledit témoin. Est-ce qu'il est normal qu'un tel témoin dispose de ce
3 type d'informations ?

4 Dans le cas du témoin P-0907, c'est... la situation est assez différente. Elle est
5 différente de la situation du témoin D-0017, qui était également garde de corps, mais
6 qui était un garde du corps qui travaillait de très, très près, premièrement avec un
7 individu répondant au nom de Safari et, deuxièmement, avec un individu qui
8 répond au nom de Bosco Ntaganda.

9 Deux... le deuxième facteur qui doit être pris en considération est le facteur de
10 corroboration.

11 L'Accusation nous explique, dans son mémoire de clôture, que la corroboration n'est
12 pas une exigence. Et elle a raison, lorsqu'elle le dit. Ce n'est pas une exigence ou un
13 critère juridique en soi, mais lorsque le... le témoignage d'un témoin soulève des
14 questions et soulève surtout un doute, lorsqu'il y a des questions qui sont posées et
15 lorsqu'on ne comprend pas le témoignage, alors là, la... la corroboration, c'est la clé
16 du... de la solution. Et en l'absence de corroboration, le... très souvent, le juge du fait
17 aboutira à la conclusion que lesdits éléments de preuve ne sont pas fiables.

18 Lorsqu'un témoin est la seule personne à... à fournir des éléments de preuve à
19 propos d'un sujet très, très précis, cela doit attirer l'attention du juge du fait pour
20 qu'il exerce une certaine circonspection au sujet de ce témoignage.

21 Par exemple, le témoin P-0017 était le seul témoin qui a témoigné à propos d'ordres
22 qui auraient été donnés par Bosco Ntaganda pour tirer sur les civils à Sayo. Lorsque
23 nous prenons en considération le contexte de cet élément de preuve et le fait que
24 c'est le seul témoin à avancer cet élément de preuve, cela doit aboutir à un doute.

25 Le témoin P-0904... 0894 (*se reprend l'interprète*) c'est le seul témoin à avoir indiqué
26 qu'il était présent dans un groupe de personnes et c'est là que M. Ntaganda n'a pas
27 commis un crime, n'a pas commis deux ou trois crimes, mais quatre crimes devant
28 lui, et qu'il aurait crevé les yeux de quelqu'un qui se trouvait devant lui, et qu'il

1 aurait continué la conversation avec les... le... l'homme dont les yeux avaient été
2 crevés, qui lui disait : « Mais pourquoi est-ce que vous me faites ceci ? » Et cette
3 personne aurait vu cela pendant tout ce temps-là et qu'il serait... et il aurait pu partir
4 sans que personne ne lui pose la moindre question à propos de ce qu'il aurait vu ?
5 Ce type d'information doit absolument être corroboré, Monsieur le Président.

6 Et cela nous amène à parler d'une question encore plus importante en matière
7 d'évaluation de la crédibilité. C'est la plausibilité, la vraisemblance. Qu'est-ce que la
8 plausibilité ? Eh bien, il y a un critère qui est important, Monsieur le Président, un
9 critère qui est tout à fait accepté, c'est une décision de la Chambre d'arrêt en *British*
10 *Columbia*. Alors, il y a un critère qui est suggéré pour que l'on essaye de déterminer
11 ce qui est possible et ce qui n'est pas possible. Et je dois vous donner lecture de ce
12 critère : « En un mot — commençant —, lorsqu'un témoin relate quelque chose, le
13 véritable critère pour déterminer la vérité passe par l'harmonie avec la
14 prépondérance des probabilités qui... qu'une personne informée pourrait reconnaître
15 facilement comme étant raisonnable dans ce lieu et dans ces conditions. » Si l'on
16 reprend ce critère et que l'on l'applique aux éléments de preuve fournis par de
17 nombreux témoins, on ne peut aboutir qu'à la conclusion que leurs éléments de
18 preuve ne sont ni fiables ni plausibles. Mais ce qui est important — et c'est cela qui
19 est au cœur du problème, Monsieur le Président —, c'est de savoir ce que nous
20 faisons avec un témoin qui fournit des éléments de preuve dont certains sont fiables
21 et d'autres ne le sont pas. Est-ce que cela est possible ? Oui. Est-ce que cela est
22 acceptable ? Oui.

23 Mais comment est-ce qu'on... on peut le déterminer. Nous ce que nous disons, c'est
24 que lorsqu'un témoin est pris sur le vif et qu'il... et qu'il est en train de mentir, ne
25 serait-ce que parce qu'il a proféré ce mensonge, il faut absolument que le juge du fait
26 soit très, très prudent lorsqu'il évalue l'ensemble de la déposition du témoin.

27 Alors, dans des affaires telles que celle-ci, lorsque nous avons des témoins qui ne
28 témoignent pas à propos d'un seul événement mais ils témoignent à propos de

1 multiples événements qui se sont déroulés pendant une longue période de temps, il
2 est possible, parfois, qu'un témoin mente ou donne de faux témoignages à propos
3 d'un sujet et qu'il dise la vérité à propos d'autres sujets. Cela peut tout à fait se
4 passer, et il revient aux juges du fait de déterminer les parties, les éléments qui sont
5 exacts et ceux qui ne le sont pas. Cela fait partie de son voir. Mais il y a quand même
6 une considération qui est importante et qu'il ne faut pas perdre de vue, à savoir,
7 lorsqu'un témoin ment ou invente des éléments à charge. Voilà où se situe la
8 différence.

9 Lorsqu'un témoin invente des éléments de preuve à charge, il faut savoir que tous
10 les éléments de preuve à charge qu'il a fournis par la suite ne peuvent pas être
11 considérés comme fiables. Pourquoi ? Parce que si je mens à propos d'un sujet et que
12 j'accuse M. Ntaganda d'une certaine chose et que cela n'est pas vrai, et que je dis
13 également que : « Oui, mais j'ai témoigné à propos de cinq autres sujets. » il n'est
14 tout simplement pas possible de déterminer où se situe la part de vérité. Et cela doit
15 être absolument rejeté parce qu'inventer des éléments de preuve, c'est le pire
16 scénario pour un témoin.

17 Et, Monsieur le Président, c'est quelque chose qui doit orienter la Chambre de
18 première instance dans son analyse des éléments de preuve.

19 Je vais maintenant passer aux témoins privilégiés. Nous avons mentionné, dans
20 notre mémoire de clôture, un certain nombre de ces témoins qui ne sont pas fiables.
21 Par exemple, j'ai une liste, le 0907, le 0768, le 0017, le 0963, le 9... 0901, le 0055, le
22 0010 et le 0190 ainsi que le 0016.

23 L'Accusation a fait état de 16 témoins privilégiés, témoins du premier cercle. Nous,
24 nous disons qu'il y a plus de la moitié qui n'ont pas fourni d'éléments de preuve à
25 charge, et je pourrais d'ailleurs ajouter des noms à cette liste. Ça, c'est la liste
26 principale à laquelle la Chambre de première instance doit accorder une attention
27 toute particulière.

28 Et, Monsieur le Président, je dois ajouter lorsque vous... quelque chose. Lorsque vous

1 avez deux témoins non fiables, cela ne vous donne pas un témoin fiable. Ce n'est pas
2 de la mathématique dont il est question. Ce n'est pas ainsi. C'est pas parce qu'il y a
3 deux négatifs que l'on obtient un positif, les choses ne fonctionnent pas comme cela,
4 ici. Et nous disons que tous ces témoins ont présenté des éléments de preuve à
5 charge faux, et de ce fait, leurs témoignages doivent être complètement rejetés.

6 Alors, j'aimerais reprendre, par exemple, le témoignage du témoin P-0907. Nous
7 avons identifié la façon dont le témoin P-0907 était, dans un premier temps, un... un
8 témoin à décharge potentiel et finalement pour se retrouver témoin à charge. Je n'en
9 dirai pas plus sur la question, mais le fait est que le comportement et le témoignage
10 du témoin P-0907, qui nous a expliqué comment il a participé aux premières
11 tentatives du FPLC pour aller à Mongbwalu et la tentative... la deuxième tentative
12 du FPLC pour aller à Mongbwalu, tout le... son témoignage à ce sujet, lorsque vous
13 considérez le contre-interrogatoire, n'est tout simplement pas crédible, n'est
14 absolument pas plausible et on ne peut y accorder aucun poids, tout simplement.

15 J'aimerais vous rappeler que le témoin a témoigné qu'il était avec M. Ntaganda, qu'il
16 avait combattu à Mwanga juste avant la deuxième tentative du FPLC de se rendre à
17 Mongbwalu.

18 À ce moment-là, les troupes qui se combattaient à Mongbwalu se trouvaient à Lulu,
19 donc, il ne pouvait pas être à deux endroits au même moment. Et ce témoin nous a
20 dit également que, pour se rendre à la... à cette première attaque du FPLC, il avait
21 tout simplement quitté sa position de garde du corps, sans que personne ne le
22 remarque, d'ailleurs, qu'il a participé à l'attaque, qu'il est revenu en prenant un taxi,
23 et qu'après avoir pris son taxi, il a réintégré son poste de garde du corps et personne
24 ne lui a posé « pas » une seule question.

25 Monsieur le Président, lorsque vous lisez ce type d'élément de preuve et que vous y
26 appliquez le critère que je viens de vous citer, il est absolument évident et manifeste
27 que cet homme n'a pas participé aux deux tentatives d'attaques du FPLC sur
28 Mongbwalu.

1 Le témoin P-0907, en revanche, est un témoin qui a été chassé de Mongbwalu. Il
2 connaît quelle était... il sait quelle était la situation qui prévalait à Mongbwalu et il l'a
3 décrite. Là, vous avez donc des éléments à... des éléments à décharge — pardon —,
4 parce qu'il était présent, et nous savons qu'il était présent dans ce lieu. Et il a décrit
5 les conditions dans lesquelles les gens qui se trouvaient sur place... J'allais utiliser un
6 terme...

7 L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS : [10:14:20] Maître Bourgon s'interrompt.

8 M^e BOURGON (interprétation) : [10:14:25] Non, je cherchais un terme. Bon, c'est si
9 horrible que j'en oublie le terme. Ah, oui ! Il y avait des... Il y a eu des scènes de
10 cannibalisme à Mongbwalu. Il a décrit cela. Il a décrit comment des membres de sa
11 famille ont été mangés à Mongbwalu. Donc, il a témoigné à ce sujet, parce que cela
12 s'est passé. Et ça, c'est fiable comme élément de preuve, parce que c'est la raison pour
13 laquelle Thomas Lubanga a demandé au FLC de se rendre à Mongbwalu.

14 Je passe... J'en viens, maintenant au témoin P-0768. Il y a tellement de problèmes
15 avec ce témoin que je ne sais même pas par où commencer. Mais ce que je vous
16 dirais, par contre, c'est que lorsque nous avons étudié... nous avons envoyé le
17 mémoire de clôture de la Défense et lorsque nous avons répondu au mémoire de
18 clôture de l'Accusation, vous verrez qu'il y a bon nombre de questions qui ont été
19 soulevées par la Défense qui n'ont pas trouvé réponse de la part de l'Accusation. Et
20 ce témoin est un témoin de l'intérieur du premier cercle, haut gradé. Il a témoigné
21 qu'il n'avait jamais vu un membre du FPLC être puni pour des crimes commis contre
22 les Lendu. (Expurgé)

23 (Expurgé)

24 (Expurgé).

25 L'une des questions qui est extrêmement importante à propos du témoin P-0968...
26 ou 0768 (*se reprend l'interprète*) est : les éléments de preuve qu'il a fournis à propos
27 des mines antipersonnel. Alors, voilà, ça, c'est un témoin qui témoigne. Il dit :
28 « J'étais à Mongbwalu, j'ai entendu que M. Ntaganda sur la... à la radio disait qu'ils

1 allaient placer des mines. Les mines sont disposées et placées partout dans
2 Mongbwalu. Les mines ont tué de nombreux civils, des femmes, des enfants. Ceux
3 qui sont touchés par les mines m'appellent et je viens les chercher avec ma voiture,
4 parce que je suis la seule personne à avoir une voiture. Donc, je vais chercher les
5 victimes, je les amène à l'hôpital. C'est une situation épouvantable. Je demande à
6 M. Ntaganda d'enlever les mines, ce qu'il refuse de faire. » Ça, c'est quand même un
7 élément de preuve à charge et très important. Mais ce témoin, il a tout oublié, jusqu'à
8 la... la veille de son procès. Il a dit : « Oui, mais j'avais autre chose en tête. ».

9 Ça, c'est un témoin, Monsieur le Président, qui s'est porté volontaire pour être
10 témoin. Son objectif était de présenter des moyens à charge, et c'était ça son but, et il
11 a oublié cela. Et cela, il s'en souvient la veille de sa déposition.

12 Et dans notre mémoire de clôture, nous avons dit : L'Accusation n'a pas pu résister et
13 a... et a placé cela... a fait verser cela au dossier. Mais est-ce que quelqu'un peut
14 douter de ce fait ? Est-ce que l'on pourrait oublier cela ? Et est-ce qu'on pourrait s'en
15 souvenir juste la veille du procès ? Moi, j'en doute fort, Monsieur le Président,
16 surtout qu'il est le seul dans ce cas. Personne d'autre ne parle de mines antipersonnel
17 à Mongbwalu. Il n'y a aucune... aucun indice, aucun dossier sur les victimes qui
18 auraient été tuées par des mines antipersonnel à Mongbwalu. Personne n'a parlé des
19 mines qui avaient été placées au niveau de toutes les voies d'accès sur Mongbwalu.
20 Donc, d'où cela vient ?

21 C'est évident que cela a été forgé de toutes pièces. Et un témoin qui forge ainsi des
22 éléments de preuve ne peut pas dire la vérité lorsqu'il s'agit d'éléments de preuve à
23 charge.

24 Et je pourrais poursuivre en parlant du témoin P-0768. Bon, je vais mentionner autre
25 chose, j'en ai déjà parlé hier : les éléments de preuve au sujet de Nzebi. Il y a une
26 opération du FPLC. Et les opérations du FPLC n'envisageaient pas d'actions à Nzebi.
27 C'est le seul témoin qui parle de Nzebi ; d'où est-ce que cela vient ?

28 Même lorsque vous avez ces rapports, ces rapports qui ne sont pas fiables, qui sont

1 truffés de rumeurs, ne font pas état de Nzebi et ne disent pas non plus qu'il y a eu
2 utilisation de mines antipersonnel à Mongbwalu.

3 Le témoin P-0017. Alors, bien entendu, le témoin P-0017 a priori, bon, avait un bon
4 comportement dans le prétoire. Il... Il avait l'air très sérieux, il a répondu à des
5 questions techniques au sujet de l'utilisation (Expurgé), il l'a fait, et il a
6 fourni des réponses qui semblaient être autant d'éléments de preuve fiables pour la
7 Chambre de première instance. Et puis il poursuit sa déposition. Et là, il parle de
8 choses qui sont tout simplement contredites et qui ne sont pas vraies.

9 L'utilisation (Expurgé)

10 Et la Chambre va, bien entendu, analyser tous les éléments de preuve pour
11 comprendre comment il se trouvait avec un... un commandant qui s'appelle Seyi et
12 qu'il était sur le point de participer à l'opération de Sayo. Pour des raisons militaires,
13 vous ne prenez pas un kangourou pour l'emmener en haut de la colline à Sayo. Pour
14 des raisons qu'il a mentionnées lui-même, au sujet de l'utilisation de ce type d'armes,
15 vous n'amenez pas ce type d'armes à Sayo.

16 Est-ce que d'autres témoins ont dit que cette arme avait été amenée à Sayo ? Non,
17 absolument pas ; c'est le seul.

18 Est-ce que M. Ntaganda a parlé de la présence d'armes lourdes ? Non. Il a dit :
19 « Non, vous n'amenez pas ce type d'armes lourdes là-bas. »

20 Ce témoin, le P-0017, sait pertinemment que (Expurgé) en haut de la
21 colline signifie qu'il faut qu'il le fasse avec (Expurgé); ça, il le
22 sait. Mais lorsqu'on lui demande les noms de ces cinq personnes, il ne se souvient
23 plus du nom de ces personnes.

24 Alors, une fois qu'il se trouve à Sayo, ce témoin P-0017 dit que M. Ntaganda lui a
25 donné l'ordre de tirer sur des civils. Nous en avons parlé, de cet élément de preuve,
26 dans le mémoire de clôture de la Défense. Il se serait trouvé à 200 mètres d'une
27 colonne de civils qui s'enfuyaient.

28 Premièrement, Monsieur le Président, à ce moment-là, il est absolument évident,

1 lorsque l'on prend en considération les éléments de preuve, qu'il ne pouvait pas y
2 avoir une colonne de civils qui s'enfuyaient de Sayo à ce moment-là. Nous avons
3 utilisé les cartes, nous avons utilisé les panoramas de l'Accusation pour le
4 démontrer, cela.

5 Et puis ce... c'est le seul témoin qui témoigne du fait (Expurgé)
6 pour tirer sur une colonne de civils qui se trouvaient à quelques 200 mètres de
7 l'endroit où lui-même se trouvait et, pourtant, il n'a touché personne avec
8 (Expurgé). Il ne dit pas si M. Ntaganda a dit : « Eh bien, tirez à nouveau,
9 Créatin. » Non, non, non, il n'a pas parlé de cela. Mais le fait est qu'il n'en a pas parlé
10 parce que cet événement ne s'est pas passé. Pourquoi est-ce qu'il l'a dit ? Enfin, ce
11 qu'il a dit, en tout cas, est tout à fait invraisemblable.

12 Et puis le même témoin nous parle de l'église de Sayo, où il va. Et il décrit les
13 événements pour les personnes qui se trouvaient à l'intérieur de l'église de Sayo.

14 Une fois de plus, c'est le seul... le seul témoin à parler de cela. D'où est-ce que cela
15 provient ? Il dit qu'il pouvait voir à l'intérieur de l'église et voir les gens. Mais
16 lorsque vous lirez le contre-interrogatoire — mon contre-interrogatoire — du
17 témoin, il est évident qu'il se... qu'il dit « non, mais, vraiment, je ne m'en souviens
18 plus », parce qu'il n'a vu personne dans l'église. Et une fois de plus, c'est le seul
19 témoin.

20 Si nous prenons en considération les rapports dont nous vous avons parlé, qui n'ont
21 aucune valeur probante au sujet de l'Ituri couvert de sang, l'Ituri et la malédiction de
22 l'or, et cetera, et cetera, ils parlent de l'événement dans l'église, mais ils ne
23 fournissent pas les détails qui ont été fournis par le témoin P-0017.

24 La question de l'église est mentionnée. Bon, on... et on en parle dans un rapport. Et
25 après, cela est repris dans un autre rapport. Et ce que nous disons, c'est que c'est là
26 où le témoin P-0017 a pu trouver ces informations, parce que c'est le seul qui en
27 parle, et ce n'est tout simplement pas plausible, lorsque l'on prend l'ensemble de sa
28 déposition.

1 Le P-0017 a également dit qu'il s'était trouvé à l'appartement où il a vu des
2 prisonniers se faire tuer. Nous, nous avons expliqué dans le mémoire de clôture de la
3 Défense qu'il n'aurait pas pu se trouver à l'appartement avec M. Ntaganda compte
4 tenu de ce qu'il nous a dit. M. Ntaganda a quitté Mongbwalu. Nous savons quand
5 M. Ntaganda a quitté Mongbwalu. Le témoin P-0017 ne se trouvait pas là-bas avec
6 lui. Et nous avons expliqué pourquoi, dans notre mémoire de clôture. Et cela n'est
7 pas seulement... cela n'a pas seulement un lien avec le... la nomination du
8 commandant de ce... du secteur opérationnel sud-est. C'est un événement important,
9 mais, encore plus, le... les éléments de preuve sont tels qu'ils montrent qu'ils n'étaient
10 pas ensemble à ce moment-là. Donc, il l'a inventé de toutes pièces. Il a également dit
11 qu'il avait participé à la deuxième opération du FPLC ou à la deuxième attaque
12 comme cela est indiqué... nommé dans la charge.

13 Alors, si nous prenons le témoignage du témoin P-0017, je l'ai déjà mentionné hier, le
14 témoin P-0017 parle de conversations radio sur VHF entre Kisembo et Salumu. Nous
15 disons que, de toute façon, du point de vue technique, cela n'était pas possible, mais
16 il y a également autre chose. Mais j'avais essayé de poser des questions au témoin,
17 mais on m'a empêché de le faire. Est-ce qu'il est vraiment vraisemblable qu'un
18 témoin aille tous les soirs espionner son commandant ? Pourquoi est-ce qu'il allait en
19 haut de la colline pour espionner son commandant avec d'autres personnes,
20 d'ailleurs ? Pour ce qui est de l'aspect technique et du motif qu'il a fourni lors de sa
21 déposition, nous pouvons en déduire que cela n'est tout simplement pas vrai.

22 Je passe maintenant au témoin P-0963.

23 Alors, je voudrais limiter mes observations du fait des contingences de temps ce
24 matin, mais le témoin P-0963, (Expurgé)

25 (Expurgé). Et cela est

26 inexact, tel que cela a été démontré par les éléments de preuve. Le témoin P-0963 a
27 parlé d'un long retard entre l'opération à Mongbwalu à proprement parler et
28 l'opération à Sayo. Et nous savons, d'après tous les éléments de preuve, que cela

1 n'est pas exact. Et puis il poursuit sa description de l'opération à Sayo (Expurgé)
2 (Expurgé)
3 (Expurgé)
4 (Expurgé). Alors, Monsieur le Président, je pense que nous
5 avons compris... il est question, parmi les éléments de preuve, le 6 mars, de ce type
6 d'armes qui se trouvait à l'arrière d'un véhicule. Mais cela n'a rien à voir avec Sayo.
7 Donc, il a... il a inventé cela de toutes pièces.
8 Et puis pour... toujours à propos du P-00963, nous avons mis en exergue le fait qu'il
9 n'a jamais été formé à Sayo. L'Accusation a répondu à notre argument. La Chambre
10 sera à même de déterminer si l'a fait ou pas. Nous, ce que nous avançons, c'est qu'il
11 n'a pas été formé à Mandro — à Mandro — et il n'a pas travaillé pour (Expurgé)
12 comme il l'a avancé et fait valoir.
13 Et le témoin P-0963 a également témoigné au sujet de la deuxième attaque qui est
14 une charge. Et il a... de façon étonnante d'ailleurs, il a dit qu'il a été témoin
15 d'entretiens de personnes qui étaient sur le point d'être tuées, entretiens menés par
16 un homme qui avait été incarcéré un peu plus tôt. Vous vous souviendrez peut-être
17 que ce fut la première question que j'ai posée lors de mon contre-interrogatoire :
18 comment est-ce que vous pouvez voir des entretiens menés par un homme qui
19 était... qui avait été en prison ? Ce n'est pas vrai, il n'est tête pas là, Monsieur le
20 Président.
21 Comment est-ce que quelqu'un peut autoriser ce type de témoin à participer ou à
22 assister à ce genre d'entretiens. D'ailleurs, je vais poser la question. Le témoin
23 P-0963 est le seul à nous avoir dit que Salumu avait participé aux négociations de
24 paix. C'est le seul témoin à l'avoir dit. Tous les éléments de preuve fournis par le
25 témoin P-0963 — tous les éléments à charge, j'entends — doivent être écartés.
26 Le témoin P-0901. Le témoin P-0901 est... a été pendant très longtemps très proche de
27 M. Ntaganda. Le témoin P-0901 nous a dit que Bosco Ntaganda était l'officier le plus
28 respecté du FPLC. Le témoin P-0901 est resté avec M. Ntaganda ou aux côtés de

1 M. Ntaganda lorsque de nombreuses personnes ont décidé de rallier l'armée
2 nationale. Il est resté avec M. Bosco Ntaganda parce qu'il était très proche de
3 M. Ntaganda. Il a corroboré ce qu'avait dit M. Ntaganda à bien des égards, ce
4 témoin, et les juges de la Chambre ne doivent pas l'oublier, cela.

5 Toutefois, lorsqu'il... lorsqu'il s'agit de parler de l'utilisation de la communication par
6 radio VHF, il ne fournit pas d'éléments de preuve exacts, voire il fournit des
7 éléments de preuve qui sont faux. Lorsqu'il parle de la communication avec « le »
8 VHF de Bunia avec le monde extérieur, sans pour autant mentionner le témoin
9 D-0243 qui a expliqué, en fait, qu'il fallait utiliser une base pour ce faire, il ne vous
10 dit pas la vérité. L'Accusation voudrait que vous pensiez que le P-0901 est un soldat,
11 (Expurgé), par opposition au témoin D-0243. J'invite la
12 Chambre à comparer ou à prendre en considération les deux dépositions pour voir
13 quel est le témoin qui dit la vérité.

14 Alors, P-0901 nous a dit qu'il pouvait entendre les rapports audio du KBL (*phon.*),
15 mais c'est impossible. D'abord, techniquement, c'est impossible et, ensuite, quand on
16 regarde les dates qu'il nous a données, ce n'est pas possible. Il dit qu'il est rentré à
17 Bunia le 2 mars. Alors, étant de retour à Bunia le 2 mars, comment aurait-il bien pu
18 entendre cet enregistrement audio ? Et pourtant, son témoignage est fort important,
19 parce que c'est un témoignage qui étaye la thèse de la Défense, c'est-à-dire la
20 connaissance éventuelle de crimes qui auraient été... des crimes allégués comme
21 étant commis à Kobu « n'ont » pas été circulés, n'étaient pas connus de beaucoup de
22 personnes, en fait.

23 Ensuite, P... P-0091, j'en ai parlé hier, lorsqu'il parle de M. Ntaganda et le pillage de
24 Mongbwalu, et c'est parfaitement « implausible », tout ce qu'il raconte est
25 invraisemblable.

26 P-0190, maintenant. Mon collègue en a parlé, mais j'aimerais quand même revenir
27 sur un point essentiel, à mon avis, c'est-à-dire son témoignage à propos d'un
28 incident de 2004 qui ne fait pas partie des charges. Et il est... il s'agit d'un incident

1 où, selon lui, M. Ntaganda aurait assassiné un observateur de la MONUC. Alors, en
2 contre-interrogatoire, je lui ai tendu des perches au maximum, je lui ai demandé
3 « Donnez-nous les détails les plus atroces à propos de cet incident de 2004 », un
4 incident, quand même, qui est absolument clair parce que cet observateur de la
5 MONUC à laquelle... auquel il faisait référence n'a pas du tout trouvé la mort lors
6 d'un incident... dans cet incident décrit par P-0190. C'était pas du tout ça. Or, il y
7 avait un témoin qui était prêt à venir pour décrire comment M. Ntaganda avait de
8 sang-froid assassiné, abattu une personne descendant de son pick-up pour tirer sur
9 l'observateur de la MONUC en le visant bien entre les yeux. Mais tout ça, c'est un
10 tissu de mensonges. Ce qui montre bien qu'il faudrait plutôt enquêter sur ce témoin
11 au titre de l'article 70. On... Nous avons fait cette demande, d'ailleurs ; on nous a
12 répondu que c'était prématuré. Et il semble quand même... Enfin, de toute façon, on
13 croise les doigts et on espère bien que l'Accusation va enquêter sur ce témoin.

14 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [10:32:44] Une minute.

15 Sachez que j'ai dû signer deux ordonnances aux fins d'expurgation, parce que vous
16 avez mentionné des détails qui peuvent révéler l'identité des témoins, alors faites
17 attention.

18 M^e BOURGON (interprétation) : [10:33:04] Toutes mes excuses. Je vois bien ce à quoi
19 vous faites allusion. J'ai essayé d'être prudent. Je ne l'ai pas été suffisamment et je
20 vais donc redoubler de prudence.

21 Alors, P-0055, qu'en dire ? Eh bien, je ne peux que répéter que ce qu'il nous dit à
22 propos des communications téléphoniques par Thuraya avec Bosco Ntaganda
23 « réduisent » à néant son témoignage. En effet, il dit qu'il aurait obtenu des
24 informations par le biais d'un individu de la MONUC et que, sur cette base, il se
25 serait entretenu avec M. Ntaganda. Eh bien, nous disons que c'est un tissu de
26 mensonges et rien d'autre, et je ne vais pas mentionner trop de détails, car cela
27 pourrait dévoiler l'identité de cette personne.

28 Je passe maintenant à P-0016. Donc, je vous ai déjà dit qu'il est parent d'une des

1 personnes qui avaient été exécutées pour raison de discipline. Et P-0016, sachez qu'il
2 n'était pas à Mongbwalu. Il avait quitté Bunia. Il avait quitté aussi son emploi à
3 Mongbwalu. Il n'a pas été impliqué dans la deuxième opération visant à ouvrir une
4 route secondaire. Et, de toute façon, tout ce qu'il nous a raconté, ce ne sont que des
5 ouï-dire, mais je l'ai déjà dit.

6 Passons au P-0010. Alors, P-0010, c'est une personne dont... sur laquelle nous avons
7 donné beaucoup de détails. Nous affirmons que c'est une personne qui n'a pas été
8 enlevée par le FPLC. Les éléments de preuve montrent qu'elle faisait partie
9 précédemment de l'APC, qu'elle a menti à propos de son âge. L'Accusation,
10 d'ailleurs, a dit à un moment, au cours de la phase préliminaire du procès, qu'elle
11 n'avait pas vraiment l'intention d'utiliser P-0010 comme étant une personne ayant
12 moins de 16 ans. Et puis, ensuite, ils ont changé leur fusil d'épaule, visiblement. Mais
13 elle n'a pas participé à la deuxième opération de Mongbwalu — « deuxième »,
14 c'est-à-dire l'opération de novembre. Et lorsque l'Accusation fait référence à D... à...
15 aux propos de D-0017, sachez qu'il y a eu une erreur, là. En effet, P-0010 n'a pas été
16 violée car... enfin, en tout cas, pas dans le... il semblerait qu'elle dit avoir été violée à
17 un moment où M. Ntaganda n'était pas là et à un endroit où M. Ntaganda n'était pas
18 là non plus, et ceci a été démontré lors du contre-interrogatoire. Donc, elle a été
19 contredite par un grand nombre de témoins, y compris en ce qui concerne sa
20 présence à Rwanpara.

21 Maintenant, je parlerai d'autres témoins de l'Accusation mais rapidement — ils ont
22 déjà été mentionnés par l'Accusation.

23 Tout d'abord, le « 0886 » : eh bien, il avait deux versions de son récit, l'« un » pour
24 l'interrogatoire principal, et l'autre lors du contre-interrogatoire, parce qu'après le
25 contre-interrogatoire, il n'était plus à Sayo, parce que le FPLC est entré dans Sayo.
26 C'est quand même une grosse différence entre le récit que l'on a lors de
27 l'interrogatoire principal et celui qu'on a lors de... du contre-interrogatoire. Et ce qui
28 est aussi important, c'est le moment où il serait rentré à Sayo. Alors, le témoin 0886,

1 c'est... c'est le fossoyeur, c'est lui qui récupère tous les corps et qui les enterre.

2 Je ne sais pas ce que j'ai dit, là. Je n'aurais pas dû le dire ? Bon, enfin, donc ce

3 fossoyeur...

4 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [10:36:57] Un incident (*phon.*), s'il

5 vous plaît.

6 Écoutez, je pense qu'il ne faut pas attirer l'attention du public sur tout cela, mais on

7 sait où nous en sommes.

8 M^e BOURGON (interprétation) : [10:37:07] Donc, ce fossoyeur... Un incident très

9 révélateur : il a trouvé plusieurs personnes dans le centre... au dispensaire et qu'il a

10 enterrées de ses propres mains. Mais... et ensuite, on a 0894. Alors, à part le fait que

11 M. Ntaganda n'est pas inculpé pour avoir... pour l'assassinat d'une personne

12 appelée Lusala... Enfin bon, je vous l'ai dit, son témoignage n'est absolument pas

13 fiable.

14 Et maintenant, les témoins doubles. Nous en parlons énormément dans notre

15 mémoire en clôture et nous vous demandons instamment de vous référer au... au

16 formulaire de demande de participation en tant que victime — il faut vraiment

17 l'évaluer. Alors, lorsque M. Ntaganda a parlé au début du procès, il a déjà parlé des

18 victimes qui... car, en effet, il y a eu des victimes, et ça, nous ne le nions pas. Mais

19 lorsqu'un témoin, qu'il soit victime ou non, remplit un formulaire aux fins de faire...

20 aux fins de participer en tant que victime, ça, c'est le A, et ensuite, aux fins de

21 comparaître en tant que témoin, eh bien, il faut que la Chambre se penche sur les

22 deux formulaires : celui de demande de participation au procès et celui de demande

23 en tant que victimes.

24 Maintenant, responsabilité de M. Ntaganda dans les deux attaques — je commence

25 par la première. Ce qui est important ici, c'est que lorsque la première attaque a

26 commencé, la Défense considère — et nous l'avons expliqué hier — qu'à ce

27 moment-là il n'y avait aucun politique... aucune politique au sein de l'UPC/RP

28 FPLC aux fins de commettre des attaques contre la population civile. Il n'y avait pas

1 de... d'attaques en cours, telles que visées à l'article 7, contre une population civile,
2 et il n'y avait pas de plan commun aux fins de commettre ces crimes.

3 Donc... ensuite, première attaque, donc. M. Ntaganda a été nommé commandant
4 lors de la deuxième opération du FPLC. Il y avait deux brigades qui participaient à
5 cette opération, l'une commandée par Salumu, venant de Mandro, et l'autre
6 commandant... commandée par Seyo... Seyi (*se reprend l'interprète*), venant de Aru.

7 M. Ntaganda est allé avec 0291 (*sic*) sur le lieu du combat et est arrivé après les
8 opérations, lorsque tout était terminé, lorsque les combats étaient terminés.

9 M. Ntaganda n'a pas commandé l'opération à Sayo. Il a bien dit qu'il n'avait pas...
10 que non seulement il n'avait pas commandé... non seulement il avait commandé
11 l'opération, mais il l'avait contrôlée aussi personnellement, et à Sayo, il n'y a eu
12 aucune destruction, il n'y a eu aucun... aucune destruction, ni d'église ni d'un autre
13 bâtiment. M. Ntaganda a bien décrit comment il avait employé le B-10, comment
14 le B-10 avait été employé, quels avaient été les résultats de cet emploi du B-10. Et
15 lorsqu'il est arrivé là-bas, il a bien vu ce qui... ce qu'étaient ces résultats. Une fois
16 l'opération de Sayo terminée, la population est revenue — à la demande, d'ailleurs,
17 du FPLC. Ensuite, Kisembo est arrivé avec sa délégation et il a fait le tour des
18 alentours, et M. Ntaganda est rentré à Bunia deux jours après l'arrivée de Kisembo.

19 L'Accusation a dit dans ses mémoires qu'on ne peut pas croire qu'il y ait... qu'une
20 seule... qu'une seule personne soit restée à Mongbwalu lorsque l'attaque a été
21 menée. Alors, on ne dit pas qu'il n'y avait plus personne à Mongbwalu, mais ce que
22 l'on sait, d'après les éléments de preuve, c'est : dès qu'on a commencé à tirer, enfin,
23 dès qu'il y a eu des tirs, ceux qui voulaient se mettre à l'abri sont partis, se sont
24 enfuis. Alors, ceux qui sont restés à Mongbwalu, à ce moment-là, étaient de
25 deux catégories : soit des combattants, soit des personnes qui se cachaient dans leur
26 maison et qui essayaient de se protéger, et eux n'ont pas été touchés. Donc, les...
27 Toutes les... En ce qui concerne les personnes qui sont restées dans Mongbwalu, on
28 sait que toute personne qui était civile et restée à Mongbwalu n'a pas été attaquée et

1 qu'il n'y a pas eu d'hostilités dirigées directement vers les civils parce qu'ils avaient
2 un statut différent.

3 Maintenant, notre... la responsabilité de M. Ntaganda en application de l'article 25.
4 D'après nous, nous faisons valoir qu'il n'a commis aucun crime personnellement.
5 Donc, la façon dont l'attaque a été menée, que ce soit à Mongbwalu ou à Sayo, n'a
6 pas été une attaque dirigée contre les civils. Il n'y a pas eu de destruction ni à
7 Mongbwalu ni à Sayo, y compris les édifices religieux. Il n'y a eu aucune question de
8 discrimination. Le FPLC voulait que tout le monde revienne sur place. Il n'y a pas eu
9 de meurtre de l'abbé. Même si cela ne fait pas partie de la conduite des hostilités,
10 c'est quand même un crime qui est reproché. Mais la seule personne qui ait témoigné
11 à ce propos, c'est P-0768 qui n'est absolument pas fiable. Il n'y a pas eu de pillage à
12 Mongbwalu du fait de M. Ntaganda, contrairement à ce qu'« a » dit P-0901 et P-0768.
13 Maintenant, qu'en est-il du fameux plan commun ? Eh bien, aucun plan commun
14 visant à commettre les crimes reprochés à M. Ntaganda... J'en... Je vous rappelle les
15 arguments présentés par mon collègue à propos des éléments du plan commun, quel
16 est le droit en matière de plan commun. Il n'y avait... il n'y a pas eu de *mens rea* de la
17 part de M. Ntaganda en ce qui concerne Mongbwalu, ni au premier degré ni même
18 au deuxième degré. Y a-t-il eu des ordres donnés par M. Ntaganda ? Oui, il a donné
19 des ordres à propos de Mongbwalu, puisqu'il était commandant, c'était le chef. Il a
20 donné des ordres à propos de Sayo aussi, mais je vous rappelle qu'il n'y a pas eu de
21 crimes commis. Il n'a pas donné ordre de commettre des crimes et aucun crime n'a
22 été commis. Et même si la Chambre concluait qu'il y ait... que des crimes ont quand
23 même été connus... été commis (*se reprend l'interprète*), la Chambre ne peut que
24 déduire qu'il n'y a pas eu de *dolus directus* au second degré.

25 Pour ce qui est du 25-3-d, bien sûr, ce qui n'est pas la même chose que le 23... que le
26 25-3-c, donc là, il n'est pas, de toute façon, accusé d'avoir aidé et encouragé, mais il
27 n'y avait pas de plan commun et il n'y a donc pas de *dolus directus* au deuxième
28 degré.

1 Passons à la deuxième attaque. Donc, là, nous sommes en début février 2003. Là
2 aussi, comme nous l'avons dit hier, il n'y avait pas de politique en cours au sein du...
3 de l'UPC/RP-FPLC aux fins de commettre des attaques dirigées contre une
4 population civile. Nous répétons aussi qu'il n'y avait pas d'attaques de type crime
5 contre l'humanité, en application de l'article 7, et il n'y avait pas de plan commun
6 aux fins de commettre des crimes qui auraient lieu lors du déploiement de ce plan
7 commun.

8 Bien sûr, Monsieur... on ne demande... on n'accuse pas M. Ntaganda en tant
9 qu'auteur direct, en ce qui concerne la deuxième attaque, parce qu'il n'est pas auteur
10 direct d'ailleurs, donc il n'est pas accusé en ce qui concerne son implication
11 personnelle.

12 Qu'en est-il maintenant du 25-3-a, c'est-à-dire la coaction indirecte ? Eh bien, tout
13 d'abord, je vous le rappelle, il n'y a pas de plan commun, c'est ce que nous disons.
14 Ensuite, même s'il y avait un plan commun, il n'y aurait pas de contribution. Alors,
15 comment établir la contribution ? On peut l'envisager de trois façons
16 différentes : avant la première attaque... avant la deuxième attaque, pendant la
17 deuxième attaque, ou après la deuxième attaque. Et nous considérons que, quel que
18 soit l'angle sous lequel on se place, il n'y a aucune contribution de la part de
19 M. Ntaganda.

20 Dans son mémoire en clôture, l'Accusation parle de planification parce que
21 M. Ntaganda aurait participé à une réunion bien avant la deuxième attaque. Alors
22 quel est... de quoi disposons-nous à propos d'une éventuelle contribution ou
23 participation de M. Ntaganda ? Eh bien, on souhaite d'abord se baser sur P-0055, qui
24 est fort peu fiable, et sur le *logbook* et sur deux messages de ce *logbook*. Et lors de sa
25 déposition, M. Ntaganda s'en est expliqué et nous nous en sommes aussi expliqués
26 lors de nos plaidoiries.

27 Donc, ce qui est important, c'est que le témoin (*sic*) avait le témoin sous la main.
28 C'était le témoin 0290. Il était là en chair et en os. On aurait pu lui demander de

1 comparer ces deux messages du 19 février, mais non, ils ont préféré ne se pencher
2 que sur un seul message. Ils auraient pu demander à 0290 de commenter, parce que
3 (Expurgé) d'ailleurs. Elle aurait
4 pu dire : « Et qu'en est-il de l'autre erreur, exactement au même moment ? »
5 Eh bien, ils ont préféré s'abstenir. M. Ntaganda, en revanche, lui, s'est bien expliqué
6 sur ces messages, a expliqué ce qu'ils signifiaient et pourquoi ils étaient mentionnés
7 au *logbook*. Et je le répète, ces... ces messages ne peuvent absolument pas être
8 interprétés comme étant une contribution à la deuxième attaque.
9 Et maintenant... Donc, je vous ai parlé de plusieurs angles : avant, pendant, après.
10 Alors, maintenant, parlons de la deuxième attaque. Donc, avant l'attaque, alors,
11 M. Ntaganda n'a pas ordonné la commission de crimes, n'a pas ordonné quoi que ce
12 soit qui aurait pu amener ou résulter en la commission de crimes. Et si la Chambre
13 de première instance conclut que des crimes ont bel et bien été commis, sachez qu'ils
14 ne sont pas le résultat d'un ordre qui aurait été donné par M. Ntaganda. Or, il faut
15 bien sûr... il aurait fallu qu'il y ait un lien, et il n'y en a pas, parce que M. Ntaganda
16 ne peut pas avoir le *dolus directus* au second degré, parce que sinon, il aurait fallu
17 qu'en donnant un ordre, il sache que des crimes allaient être connus. Or, ce n'est
18 absolument pas le cas, je le répète.
19 La même chose s'applique au 25-3-d, c'est-à-dire « contribution d'une autre... sous
20 une autre forme ». Mais je le répète, il n'y a pas de plan commun, et pas de plan
21 commun, pas de responsabilité et il n'y a pas de *mens rea* non plus.
22 Alors, pour le cas d'école, imaginons que la Chambre considère qu'il y avait bel et
23 bien une réunion, telle qu'elle a été envisagée et racontée par P-0055 — et on rappelle
24 que P-0055 n'est pas digne de foi, mais bon, imaginons qu'il y ait eu cette réunion.
25 L'exigence pour qu'il y ait *mens rea*, pour qu'il y ait... que l'on sache... (*l'interprète se*
26 *reprend*) l'exigence de *mens rea* en matière de connaissance signifie qu'il faut que la
27 personne sache que l'intention... que le groupe a l'intention de commettre des crimes
28 ou l'intention de poursuivre une activité criminelle dans le but de commettre des

1 crimes, crimes, donc... le crime au titre de l'article 25-3-d-i (*phon.*), ici, c'est un crime
2 bien précis. Or, nous n'avons pas de crimes bien précis ici. Et on se base, en plus, sur
3 le scénario du pire, qui n'est absolument pas ce qui est arrivé, et vous le savez bien.
4 Maintenant, parlons de la deuxième... ça, c'était la deuxième attaque, et maintenant,
5 parlons de la responsabilité du... du commandant hiérarchique, c'est-à-dire
6 l'article 28.
7 Alors, commençons par la nature même de cet article : la responsabilité — et je vais
8 reprendre les propos de ma contradictrice, je crois, ou de mon contradicteur.
9 Alors, la nature de la responsabilité du commandant hiérarchique, c'est en fait
10 quand on est responsable de ne pas avoir exercé le commandement. Donc, la plupart
11 du temps que l'on a utilisé cette responsabilité de commandement comme mode de
12 responsabilité, c'est parce que le commandant n'avait pas la *mens rea* pour... aux fins
13 de commettre les crimes. Il n'était pas non plus impliqué dans l'*actus reus*, et j'ai
14 plaidé un grand nombre de cas, Hadžihasanovic... toutes sortes de personnes qui
15 étaient accusées de crimes en... dans le mode de responsabilité du supérieur
16 hiérarchique. C'était au TPIY principalement. C'est-à-dire la personne n'est pas un
17 auteur des crimes, mais c'est un mauvais commandant. Alors, au TPIY, il aurait été
18 inculpé au titre du 7-3, au TPIR du 6-3 — bon, ici, on a le 30 (*phon.*).
19 Alors, l'Accusation, ici, souhaite mettre sur le dos de M. Ntaganda tous les modes de
20 responsabilité possibles et imaginables au titre du 25... le 25-a, le b, le c, le d et on
21 rajoute 30 pour faire bonne mesure, dans le but d'obtenir une condamnation. Peut-
22 on le faire ? Eh oui, on peut le faire. La Chambre préliminaire l'a autorisé. La
23 Chambre de... la Chambre préliminaire a dit : « S'il y a des éléments de preuve *prima*
24 *facie*, eh bien, on peut mettre tout ce qu'on veut dans le document contenant les
25 charges. » Mais ça signifie, en fait, quand on étudie les... les éléments de preuve, c'est
26 que l'Accusation ne sait pas grand-chose à propos de M. Ntaganda et ne sait pas du
27 tout de quoi il est responsable. Tout ce qu'on sait, c'est sur l'Internet, on dit que c'est
28 un... un très mauvais commandant, un très mauvais commandant, et donc il

1 convient de le... de le condamner de quelque chose. Mais il y a quand même une
2 chaîne de commandement qui est verticale et, de toute façon, toutes les personnes
3 qui sont dans le... la chaîne de responsabilité peuvent être reconnues responsables au
4 titre de l'article 28. Ça, c'est quand on est dans la chaîne de commandement
5 hiérarchique, mais c'est le... Le problème de M. Ntaganda, c'est qu'il ne faisait pas
6 partie de la chaîne de commande hiérarchique, il était en dehors de cette chaîne,
7 puisqu'il suffit de regarder les organigrammes qui ont été présentés et versés au
8 dossier. Au début novembre... alors, parlons de la position qu'occupait M. Ntaganda
9 début novembre 2002. On voit bien qu'il ne fait pas partie de la chaîne de
10 commandement hiérarchique. Ce n'est... il n'est pas commandant, il est chef d'état-
11 major adjoint chargé des opérations et de l'organisation.

12 Maintenant, regardons l'organigramme pour l'opération de Mongbwalu. Là, les
13 choses sont un peu différentes. Ici, on voit que le commandant en chef, c'est
14 Kisembo, et dans la ligne hiérarchique verticale, à ce moment-là, on trouve Bosco
15 Ntaganda.

16 Maintenant, après Mongbwalu, passons à décembre, M. Ntaganda a repris le poste...
17 son poste précédent, c'est-à-dire qu'il n'est plus dans la ligne de commandement
18 hiérarchique. Il est vrai que M. Ntaganda a donné des ordres, il est vrai que
19 M. Ntaganda a pris des mesures pour prévenir, oui ; il a pris des mesures pour
20 sanctionner, oui ; mais il a pris toutes ces mesures en application de la délégation
21 dont il disposait de la part de Floribert Kisembo, le chef d'état-major général.

22 Et quand on étudie les choses du point de vue *de jure*, donc de la nomination
23 officielle de Kisembo, de Ntaganda en tant que chef de... et de l'autre chef d'état-
24 major en charge de la logistique Dilengu, c'est aussi la situation si on se base sur le
25 point de vue de facto. Et M. Ntaganda l'a expliqué à l'envi, d'ailleurs.

26 Maintenant, les exigences en matière de connaissance. Alors, tout d'abord, quel est le
27 libellé exact de l'article 28 ? Eh bien, faisons comme au TPIY, parce que toute autre
28 interprétation ne serait pas cohérente avec le droit international coutumier. Donc,

1 dans *Yamashita*, c'était *should have known* — aurait dû savoir — et ça a été rejeté parce
2 que ce n'est pas cohérent avec le droit coutumier international. Donc, on ne peut pas
3 faire *Yamashita*. C'est bien.

4 Ensuite, ils ont dit, à propos... c'est « savait ou avait raison... des raisons de savoir »,
5 c'est-à-dire qu'il avait été averti qu'il fallait procéder à des enquêtes. Et au... à la CPI,
6 on avait... on a « aurait dû savoir eu égard aux circonstances de l'époque ».

7 Bon, d'après nous, c'est revenir au même critère que le critère de... du TPIY,
8 finalement, grâce à l'ajout de ces mots-là. C'est le lien qui est important. Et le lien...
9 mon collègue a bien dit que le lien de causalité n'existe pas. Un lien de... si on voulait
10 chercher un lien de causalité, il faudrait trouver dans l'article 28 quelque chose qui
11 n'y figure pas. Et vous avez, ici, l'article 28 à l'écran qui dit très clairement : « Un
12 chef militaire ou une personne faisant fonction de chef militaire est pénalement
13 responsable des crimes... selon le cas, lorsqu'il ou elle n'a pas exercé le contrôle qu'il
14 convenait sur ses forces dans les cas où ». Alors, là, je pense quand même que c'est
15 une exigence de causalité.

16 On n'est pas en train de trouver une nouvelle interprétation du Statut du... de la CPI.
17 Donc, le rédacteur du Statut a bien inclus : « Si les crimes sont commis lorsqu'il n'a
18 pas... » Enfin, il y a « lorsque ». Donc, il y a, en anglais, de toute façon, « lorsque les
19 crimes résultent. » Il y a bien le mot « résultat ». Donc, lorsqu'on voit les éléments de
20 preuve en l'espèce et que l'on voit la façon dont Monsieur... dont l'Accusation a... a
21 affirmé depuis deux jours que M. Ntaganda avait pris des mesures pour prévenir et
22 réprimer les crimes, nous disons que s'il y a eu crime, de toute façon, on ne peut pas
23 les imputer à... au manque de contrôle qu'il aurait eu sur ses troupes ou à la façon
24 dont il exerçait son commandement.

25 Donc, en ce qui concerne la première et la deuxième attaque, nous considérons que
26 M. Ntaganda ne peut pas être reconnu responsable en application de l'article 28, en
27 tout cas pour la première affaire, parce qu'il n'avait pas la connaissance nécessaire, et
28 dans la deuxième... et dans la deuxième... et dans le deuxième cas, c'est parce qu'il

1 n'avait pas le contrôle effectif.

2 Alors, maintenant, vous voyez, cette image qui est à l'écran, je l'utilise souvent lors
3 de mes plaidoiries, parce que je pense que c'est extrêmement frappant. Après
4 trois ans de procès, eh bien, on peut voir les choses de toutes sortes d'angles. Ici,
5 dans... quand on voit l'image, on a l'impression de voir une vieille femme, et c'est ce
6 que l'Accusation considère, mais si vous regardez de près, si vous regardez l'œil de
7 la vieille dame, eh bien, vous vous rendez compte, finalement, c'est le menton et la
8 bouche... Enfin, on voit bien quand on regarde cette image qu'il y a deux personnes
9 qui se cachent. Et nous sommes sûrs que lorsque vous analyserez les éléments de
10 preuve qui vous ont été présentés, vous verrez bien qu'il y a deux versions d'une
11 même chose.

12 En se basant sur les éléments de preuve, au départ, on pourrait penser qu'il y a deux
13 versions, mais vous allez déduire, j'en suis certain, et conclure qu'il n'y a qu'une
14 seule version possible, et c'est la nôtre, et M. Ntaganda doit donc être acquitté de
15 tous les chefs qui lui sont reprochés dans le document contenu (*phon.*) des charges —
16 document mis à jour, bien sûr.

17 Maintenant, je n'ai plus qu'une ou deux minutes, et j'ai quelques... quelques derniers
18 mots.

19 Sachons... En tout cas, sachons que le match a été animé, intéressant. Enfin, vous
20 voyez que j'ai... que j'en ai eu pas mal de cheveux gris, hein, vous le voyez, mais,
21 finalement, on n'a pas eu du KO, c'est déjà ça. Il est vrai qu'on a eu quelques frayeurs
22 au niveau santé, parce qu'on a beaucoup travaillé, on a été sous stress et épuisé,
23 mais, au moins, c'était un bon procès et on s'est bien battus. Et il se peut que, parfois,
24 comme l'a dit ma contradictrice, parfois, j'ai été un peu... un peu, peut-être, arrogant
25 ou, peut-être, un peu agressif, sachez que c'est parce que je veux défendre mon client
26 et que je... c'est mon métier. Je défends mon client.

27 Et je tiens à... je tiens à remercier mes collègues, toute mon équipe, mon coconseil,
28 mon premier coconseil, M. Boutin, qui a dû partir pour des raisons médicales. Et j'ai

1 eu de la chance de trouver M^e Gosnell pour le remplacer, il est extrêmement
2 expérimenté. Je tiens à remercier tous les stagiaires, aussi, qui vont, qui viennent,
3 mais qui travaillent toujours avec acharnement. Donc, vraiment, je tiens à remercier
4 tous les membres de mon équipe.

5 Et je vous remercie aussi, Monsieur le Président.

6 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [11:01:59] Eh bien, je vous
7 remercie aussi, Maître Bourgon.

8 Nous en avons terminé avec les réquisitoires et les plaidoiries, mais, en application
9 de notre ordonnance, l'Accusation va avoir le droit de répondre.

10 Madame Samson, voulez-vous répondre ?

11 M^{me} SAMSON (interprétation) : [11:02:19] Oui, nous vous demandons d'être
12 autorisés à répondre aux présentations en plaidoirie de la Défense.

13 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [11:02:27] Bien, vous
14 aurez 30 minutes.

15 Et nous allons, maintenant, faire une pause de 30 minutes, et j'imagine que lorsque
16 nous revenons... nous reviendrons de la pause-café, vous serez prête à répondre
17 aux... aux plaidoiries.

18 M^e BOURGON (interprétation) : [11:02:45] Je crois que vous savez que M. Ntaganda
19 voudrait faire sa déclaration en application de votre décision.

20 Nous aimerions qu'il parle avant l'Accusation.

21 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [11:02:57] Ça dépend de vous.

22 Attention, hein, Maître Bourgon. Nous ne pouvons pas empêcher, ensuite,
23 l'Accusation à répliquer à la déclaration de M. Ntaganda. Alors, si vous voulez éviter
24 ça, il faut que M. Ntaganda parle en dernier, qu'il ait le dernier mot. Cela vous irait ?

25 Parce que s'il commence à parler maintenant, juste après la pause, l'Accusation
26 pourrait faire des commentaires non seulement sur votre plaidoirie, mais aussi sur
27 sa déclaration de clôture. Et j'ai cru comprendre que vous ne vouliez pas que cela
28 arrive. Donc, je me répète, si vous voulez éviter cela, étant donné qu'il va faire une

1 déclaration qui n'est pas sous serment, eh bien, il vaut mieux que M. Ntaganda parle
2 en dernier.

3 On laisse d'abord M^{me} Samson répondre à vos points juridiques soulevés dans votre
4 plaidoirie et puis, ensuite, M. Ntaganda fera sa déclaration finale. Qu'en
5 pensez-vous ?

6 M^e BOURGON (interprétation) : [11:04:10] Eh bien, nous allons écouter l'Accusation
7 répondre à ma plaidoirie ; ensuite, M. Ntaganda fera sa déclaration qui ne sera pas
8 sous serment pendant 30 minutes. S'il n'utilise pas les 30 minutes, j'aimerais bien les
9 utiliser. Écoutez, de toute façon, on est en fin de procès et nous ne sommes pas à
10 cinq minutes près.

11 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [11:04:27] Bon, nous allons donc
12 reprendre à 11 h 35, afin d'avoir une pause de 30 minutes et nous entendrons
13 M^{me} Samson qui répliquera à votre plaidoirie. Merci.

14 M^{me} L'HUISSIER : [11:04:45] Veuillez vous lever.

15 *(L'audience est suspendue à 11 h 04)*

16 *(L'audience est reprise en public à 11 h 37)*

17 M^{me} L'HUISSIER : [11:37:47] Veuillez vous lever.

18 Veuillez vous asseoir.

19 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [11:38:10] Comme je vous l'ai
20 indiqué avant la pause, nous allons maintenant donner la parole à l'Accusation.

21 Madame Samson, en tant que conseil principal, vous avez une demi-heure pour
22 répondre à la plaidoirie de la Défense. Madame Samson, vous avez la parole.

23 M^{me} SAMSON (interprétation) : [11:38:52] Merci, Monsieur le Président.

24 La Défense a déclaré au début de sa plaidoirie hier que le réquisitoire de
25 l'Accusation était quasiment identique à sa déclaration liminaire. Monsieur le
26 Président, cela démontre la cohérence et la puissance de la théorie de l'Accusation.
27 Cela montre que ce que nous avons présenté au tout début n'a pas été modifié. Cela
28 démontre que les éléments de preuve que nous pensions pouvoir présenter il y a

1 trois ans ont bel et bien été présentés pendant tout le procès.

2 Hier, la Défense a également fait valoir qu'il n'y avait pas de politique pour
3 commettre des crimes, en faisant référence à plusieurs documents internes à l'UPC
4 ou à plusieurs discours prononcés au nom... pour la paix. Toutefois, l'accusé
5 lui-même a témoigné au sujet de la véracité des faits qui figurent dans les documents
6 de l'UPC, comme suit — et je le cite : « Ici, il s'agit de la langue du monde politique,
7 et c'est ainsi que s'expriment les politiciens, les hommes politiques lorsqu'ils parlent
8 de politique, qui ne correspond pas toujours à la réalité. » Fin de la citation. Il s'agit
9 du T-231, page 82, lignes 8 à 9 de la déposition de l'accusé.

10 Hier, la Défense a essayé de décrire le défilé militaire de Mandro qui a été enregistré
11 sur vidéo comme étant une séance de briefing, d'instructions aux troupes qui avaient
12 participé à la première attaque.

13 Le seul élément de preuve crédible en l'espèce au sujet de la date de cet événement
14 est que le témoin à charge P-0898 a témoigné et a dit que le défilé à Mandro s'est
15 déroulé une journée après que les soldats de l'UPC à Mandro avaient reçu leur
16 uniforme. Et hier, la Défense a confirmé que les soldats que l'on voit sur la vidéo
17 arboraient fièrement leur uniforme. C'était une citation et une référence à la
18 page 74 et aux lignes 6-7 du compte rendu d'audience. Bosco Ntaganda lui-même a
19 témoigné et a dit que des uniformes avaient été distribués aux troupes à Mandro à la
20 mi-septembre ou vers la fin du mois de septembre. En conséquence, le seul élément
21 de preuve du dossier révèle que cet événement s'est passé en septembre 2002, à
22 savoir plusieurs mois avant l'attaque de Mongbwalu.

23 Si cette séance d'instruction ou ce briefing avait eu lieu juste avant la première
24 attaque, comme cela est avancé par la Défense, pourquoi est-ce que nous ne trouvons
25 aucune référence à une attaque imminente sur Mongbwalu dans la vidéo ? Pourquoi
26 est-ce que cela n'est même pas mentionné ?

27 Le discours prononcé par le chef Kahwa à Mandro doit être considéré comme
28 s'inscrivant dans le cadre des efforts de propagande de l'UPC, et il révèle toutefois le

1 comportement criminel de l'armée de l'UPC lorsque le chef Kahwa fait des
2 références et indique aux troupes qu'elles « ne doivent pas continuer » à piller et à
3 violer les femmes. Et je fais référence au document DRC-OTP-0164-0710, page 723,
4 lignes 394 à 396. Il s'agit de la transcription de la vidéo.

5 J'en viens maintenant aux arguments présentés par la Défense au sujet de la norme
6 en matière du *mens rea*, en application des articles 25 et 30.

7 Premièrement, la Défense nous parle du *dolus directus* au deuxième degré comme
8 étant le sens de l'article 30-2-b tel que cela est décrit dans le jugement article 70,
9 République centrafricaine. Toutefois, l'Accusation réitère que vous devriez vous en
10 tenir à la formule simple et au sens de l'article 30-2-b, sans s'appuyer pour autant sur
11 des concepts abstraits tels que le *dolus directus* ou le *dolus eventualis* qui peut... ou qui
12 pourraient provoquer une certaine confusion. Et nous voyons, d'ailleurs, la
13 confusion se glisser dans ce qu'avance la Défense aujourd'hui, puisqu'aujourd'hui,
14 ils nous ont dit qu'« il fallait que l'on soit conscients que les événements allaient se
15 dérouler, ce qui est décrit comme signifiant une certitude virtuelle. » En fait, c'est
16 hier que la Défense a dit cela. Mais la Défense admet la formule « dans le cours
17 normal des événements » lorsqu'elle décrit l'article... lorsqu'elle décrit un événement
18 qui va se dérouler. L'article 30-2-b ne signifie pas qu'il faut que l'on ait prévu qu'un
19 événement « va » se dérouler, mais qu'ils se dérouleront « dans le cours normal des
20 événements ». La Défense n'a pas raison lorsqu'elle déclare — et je cite: « Cela ne se
21 déroulera pas lorsque le crime est prévisible ou qu'il est très vraisemblable qu'il va
22 se dérouler. » Fin de la citation. Parce qu'en fait, il y a quand même un certain degré
23 de prévisibilité lorsque l'on étudie la formule « dans le cours normal des
24 événements ». Aujourd'hui, la Défense a illustré encore plus cette confusion qui
25 règne lorsqu'elle a déclaré — et je cite: « n'avait pas le *dolus directus* au
26 deuxième degré », fin de la citation ; ce qui... qui est nécessaire lorsque l'on donne un
27 ordre qui n'est pas criminel parce que... qui est considéré comme non criminel,
28 même s'il sait que le crime sera commis. Mais la Défense semble suggérer que le

1 *dolus directus* au deuxième degré signifie et constitue une connaissance actuelle, ce
2 qui est faux.

3 Deuxièmement, la référence de la Défense à la jurisprudence des chambres du...
4 extraordinaires est inexacte parce que ces chambres n'ont pas rejeté la notion du
5 *dolus eventualis* comme signifiant une... comme un moyen d'établir l'intention pour
6 des crimes internationaux. La jurisprudence de cette organisation étaye les
7 arguments de l'Accusation.

8 Alors, il est certes vrai que, dans l'affaire 002/01, arrêt du 23 novembre 2016, donc il
9 est vrai que ce jugement a confirmé la décision des Chambres extraordinaires de ne
10 pas appliquer le mode de responsabilité connu au TPIY comme l'entreprise
11 commune... criminelle commune n° 3, cela se produit parce que, à l'époque, dans les
12 années 70, cela n'était pas reconnu par le droit coutumier international. Et je fais
13 référence au paragraphe 807 ainsi qu'aux paragraphes 774 à 806 de cette décision.

14 Donc, il est absolument évident que les Chambres extraordinaires n'ont pas rejeté
15 l'entreprise criminelle commune n° 3 parce qu'elles étaient préoccupées par cette
16 notion du *dolus eventualis*, parce qu'ils ont conclu — et je cite : « Ce qu'il faut... ce qui
17 est important est que l'objectif commun peut englober des crimes dont la
18 commission n'est ni souhaitée ni certaine, tout comme il suffit, pour la commission
19 de certains crimes, que l'auteur des crimes a agi avec *dolus eventualis*. » Dans le même
20 arrêt, dans un autre contexte, la Chambre extraordinaire a également conclu que
21 lorsqu'il... le *mens rea* du meurtre en tant que crime contre l'humanité, tel que cela a
22 été compris en 1975, est défini comme — et je cite : « meurtre intentionnel », fin de la
23 citation... doit être défini au sens large du terme pour pouvoir englober le *dolus*
24 *eventualis*. Et je fais référence aux paragraphes 409 et 410 de la décision, et je vous
25 invite à bien vouloir prendre en considération les paragraphes 390 et 391.

26 De surcroît, la Chambre extraordinaire introduit également des précisions
27 importantes et pertinentes pour ce qui est de l'entreprise criminelle commune n° 1.
28 Et l'Accusation a justement fait référence au paragraphe 808 de cette décision. Les

1 précisions étaient comme suit, notamment : à savoir les membres d'un objectif
2 commun ne doivent pas forcément souhaiter les crimes en question, à condition
3 qu'ils ont au moins... qu'ils les ont au moins prévu comme un moyen de parvenir à
4 un objectif commun donné, même si la commission de ces crimes n'est pas certaines.
5 Il faut également prendre en considération les circonstances pertinentes telles que
6 l'objectif global... ou le but global de l'objectif commun et la vraisemblance suivant
7 laquelle il pourra être obtenu seulement si les crimes sont commis.
8 Troisièmement, eu égard à l'article 25-3-d, l'Accusation accepte que l'article 30 peut
9 être appliqué à l'article 25-3-d-1 qui nécessite la preuve de l'intention et de la
10 connaissance. Pour l'article 25-3-d-2 qui ne... qui n'exige que la preuve de la
11 connaissance de l'accusé, seulement l'article 30-3 est applicable.
12 Et, en dernier lieu, la Défense n'a pas compris le mémoire en clôture de l'Accusation
13 parce que vous pouvez trouver des précisions relatives à l'intention et à la
14 connaissance dans les paragraphes 993 à 1048, alors que les paragraphes qui ont été
15 cités par la Défense lors de sa plaidoirie sont pertinents pour les éléments objectifs
16 de l'article 25-3-a et fait état également de l'intention discriminatoire et de la
17 propagande.
18 Je vais maintenant répondre aux arguments présentés par la Défense eu égard à
19 l'étendue des charges.
20 Premièrement, la réduction en esclavage sexuel est un crime continu. Dans le
21 jugement *Taylor*, au Tribunal spécial pour la Sierra Léone, la Chambre a conclu que
22 du fait de la nature continue de la réduction en esclavage sexuel, il n'était pas
23 possible de préciser les lieux spécifiques. Il faut également remarquer que les auteurs
24 se déplaçaient très souvent entre les villages et les districts, et ce, pendant une
25 période de temps assez longue — j'aimerais faire référence aux
26 paragraphes 119 et 1018 du jugement. Le même raisonnement est valable pour la
27 réduction en esclavage sexuel des enfants soldats et de leur viol. Bien que le viol ne
28 soit pas un crime continu, les auteurs et les victimes se sont déplacés entre différents

1 villages pendant une période assez longue. Par opposition, les victimes des viols
2 dans l'affaire *Bemba* n'étaient pas des enfants soldats qui se déplaçaient
3 constamment. Par conséquent, la comparaison établie par la Défense entre les
4 charges de viol dans l'affaire *Bemba* et ses références à l'arrêt *Bemba* ne sont pas...
5 n'est pas une comparaison qui est bien présentée.

6 Deuxièmement, contrairement aux arguments présentés par la Défense,
7 l'article 74-2 qui dispose — et je cite : « La décision ne devra pas dépasser les faits et
8 circonstances décrits dans les charges et dans tout amendement aux charges » n'est
9 pas concerné par la façon dont les faits sont présentés. Les dispositions pertinentes
10 relatives aux charges sont, comme l'a indiqué à juste titre la Chambre d'appel dans
11 l'affaire *Lubanga* aux paragraphes 119 et 121, dans l'article... sont donc l'article 67-1-a
12 ainsi que l'article 61-3-a, la règle 121-3 et la norme 52-b.

13 L'article 74-2 a tout simplement pour objectif le fait d'établir une cohérence entre les
14 charges présentées par l'Accusation et confirmées par la Chambre préliminaire et la
15 décision finale. Mais il n'est pas indiqué que l'on doit préciser les charges, ce qui est...
16 ce qui est avancé par M. Ntaganda eu égard aux chefs 6 et 9.

17 Et puis, toujours et contrairement à ce qu'avance la Défense, l'arrêt dans l'affaire
18 *Lubanga* a traité à la fois le degré requis de précision des charges et les... la
19 notification à l'accusé. Il ne s'agit pas seulement de la notification telle que la Défense
20 l'a avancé hier. Je fais référence aux paragraphes 118 à 137 de l'arrêt dans l'affaire
21 *Lubanga* et je remarque notamment que le paragraphe 121 fait référence « au niveau
22 de détails requis pour les charges. » Fin de la citation. Le paragraphe 122 fait
23 précisément référence à la spécificité des charges et cite l'arrêt dans l'affaire *Blaskic*
24 sur cette même question.

25 Le paragraphe 123 déclare que le degré requis de précision ou de spécificité se fait
26 suivant une évaluation au cas par cas.

27 Et le paragraphe 124 explique où et comment les informations ou renseignements
28 détaillés eu égard aux charges doivent être fournis à l'accusé.

1 Et contrairement à ce qu'avancait la Défense hier, l'Accusation a fait référence à des
2 documents auxiliaires, non seulement pour remédier aux vices de charges
3 déficientes, mais également pour fournir de plus amples détails au sujet de ces
4 charges. Ce fut la conclusion de l'arrêt *Lubanga*. Prenez, par exemple, les
5 paragraphes 123, 124 et 129, paragraphes dans lesquels la Chambre d'appel a conclu,
6 premièrement, que bien que l'Accusation doive fournir le plus grand degré de
7 précision au niveau... au sujet des charges, cela dépend des circonstances de chaque
8 espèce et, deuxièmement, que de plus amples détails sur les charges peuvent être
9 contenus dans des documents auxiliaires fournis avant le début du procès. Qui plus
10 est, dans *Katanga*, la Chambre préliminaire avait refusé une requête de la Défense
11 qui souhaitait amender le document contenant les charges parce qu'il ne fournissait
12 pas suffisamment de détails relativement à l'identité des victimes et le... le document
13 contenant les charges qui avait été mis à jour et la liste des éléments de preuve — et
14 je cite : « étaient suffisants pour répondre aux critères et exigences des
15 articles 61-3 et 67-1-a et b du Statut, à la règle 121-3 et la norme 52. Il s'agit d'une
16 référence à la décision *Katanga*, numéro 148, paragraphe 28, citée dans l'arrêt *Lubanga*
17 au paragraphe 126. Et nous avançons que cela est tout à fait conforme à la conclusion
18 retenue par la majorité dans le paragraphe 115 de l'arrêt *Bemba*.

19 Monsieur le Président, Madame, Monsieur les juges, aujourd'hui nous... la Défense a
20 passé beaucoup de temps à parler des éléments de preuve présentés par l'Accusation
21 sur le recrutement et l'utilisation des enfants ayant moins de 15 ans. Elle a fait
22 référence à quatre catégories, elle a fait référence aux éléments de preuve relatifs aux
23 enfants soldats, elle a fait référence aux éléments de preuve relatifs aux vidéos de
24 l'UPC, aux éléments de preuve présentés par les Nations Unies et ainsi qu'aux
25 éléments de preuve fournis par les ONG qui ont témoigné au sujet de ce qu'elles
26 avaient pu constater, vivre, et au niveau des enfants... et au sujet, également, des
27 enfants qu'ils avaient rencontrés.

28 La Défense a fait référence à de nombreux documents qui « avaient établi » au

1 moment des faits et qui consignaient les observations directes de ces représentants
2 qui ont été témoins. Et elle faisait référence aux éléments de preuve documentaires
3 de l'UPC en matière de recrutement et d'utilisation d'enfants ayant moins de 15 ans
4 faisant partie de leurs rangs.

5 Monsieur le Président, ce que nous avançons, c'est que la Défense a également ainsi
6 communiqué le grand nombre de volumes, le grand nombre d'éléments de preuve et
7 le poids à accorder à ces éléments de preuve qui ont tous été présentés en l'espèce et
8 qui prouvent absolument les chefs relatifs à l'utilisation et recrutement des enfants
9 ayant moins de 15 ans dans l'UPC. Il y a toute une... une pléthore de sources pour
10 ces informations, et cela a son importance, mais ce n'est pas... cela ne représente
11 même pas tous les éléments de preuve que l'Accusation a versés au dossier au sujet
12 de ces chefs.

13 Nous avons également convoqué plus d'une douzaine de témoins du premier cercle,
14 soit militaires, soit politiques, qui ont relaté par le menu à la Chambre comment ils
15 ont participé, comment ils ont observé, comment ils ont eux-mêmes commis ces
16 crimes.

17 La Défense, aujourd'hui, a également fait référence à l'affaire *Lubanga*. Les éléments
18 de preuve présentés dans l'affaire *Lubanga* ne portent pas sur les enfants à
19 proprement parler, sur les enfants qui ont témoigné et qui ont présenté les mêmes
20 éléments de preuve. Mais j'aimerais apporter une correction, car dans l'affaire
21 *Lubanga*, l'Accusation n'a pas convoqué 12 anciens enfants soldats allégués,
22 mais neuf. La Défense souhaiterait que vous pensiez ou que vous croyiez que, dans
23 cette affaire-ci, les éléments de preuve ont été moins importants ou ont un poids
24 moins important que les éléments de preuve présentées dans l'affaire *Lubanga*. Mais
25 la Défense a omis de constater que l'Accusation a convoqué en l'espèce huit témoins
26 du premier cercle supplémentaires qui ont fourni des éléments de preuve au sujet de
27 la pratique retenue, au sujet des faits qui gravitaient autour du recrutement et de
28 l'utilisation des enfants au sein de l'UPC.

1 La Défense souhaite également discréditer les éléments de preuve fournis par le
2 témoin P-0046 qui est un officier chargé de la protection des enfants, un
3 fonctionnaire des Nations Unies ayant une grande expérience qui a eu... qui a passé
4 plusieurs années à rencontrer des enfants ayant moins de 18 ans, également des
5 enfants ayant moins de 15 ans qui faisaient partie de groupes armés, de plusieurs
6 groupes armés en Ituri, notamment au sein de l'UPC. Elle se trouvait à Bunia, elle a
7 rencontré Thomas Lubanga pour parler de ce thème, et elle n'était pas seule.

8 La Défense souhaiterait que vous isoliez chaque élément de preuve présenté en
9 l'espèce pour ce qui est de... des enfants. Et elle souhaiterait que vous fassiez fi du
10 nombre incalculable d'éléments de preuve cohérents, crédibles qui ont été présentés
11 pendant tout ce procès et ce pour tous les crimes.

12 Eu égard à la vidéo de Rwampara, comme l'a indiqué l'Accusation dans son
13 mémoire de clôture, le témoin D-0017 lui-même a confirmé qu'un enfant visible...
14 que l'on peut tout à fait voir sur la vidéo avait moins... avait 13 ans.

15 Hier, la Défense a montré un extrait d'une vidéo qui montrait une réunion de
16 pacification à Ngongo et qui avait été organisée entre les... l'UPC et les représentants
17 des Lendu. Sur cette vidéo, vous pouvez voir Tinanzabo qui confirme que l'UPC
18 était considérée comme anti-Lendu et était perçue comme anti-Lendu. Il y a d'autres
19 extraits de cette vidéo qui ont été... extraits de cette vidéo qui ont été montrés à
20 Bosco Ntaganda pendant sa déposition et qui ont montré que les représentants
21 Lendu s'étaient plaints auprès de la délégation de l'UPC parce que, la veille, l'UPC
22 avait incendié des maisons à Nyangaray. Et ils se sont plaints également de la
23 commission multiple de crimes de la part de l'UPC durant l'opération Mongbwalu
24 pendant... alors que les soldats de l'UPC ont chanté des chansons haineuses à... à
25 l'encontre des Lendu.

26 Il y a un autre extrait où vous avez pu voir un représentant lendu dire que le
27 commandant de l'UPC Salongo avait convoqué... avait... avait fait un appel sur la
28 radio publique pour chasser les Lendu, où qu'ils se trouvaient.

1 Alors, la Défense souhaiterait prouver, en fait, qu'il n'y avait pas de politique de
2 l'UPC pour commettre ces crimes, et ce n'est absolument pas ce qui s'est passé.

3 Et puis autre chose, Monsieur le Président : la Défense a indiqué que deux messages
4 qui figurent dans le registre de communication radio de l'accusé montrent un ordre
5 d'exécution d'un soldat du FPLC parce qu'il avait tué un civil lendu. Mais les
6 registres à proprement parler ne font absolument pas mention ni du nom de la
7 personne ni de l'appartenance ethnique de la personne qui a été tuée. Et il n'est pas
8 non plus mentionné si cette personne était un combattant ou un civil. Et il n'a jamais
9 été posé de questions au témoin P-0768 à propos de l'appartenance ethnique de cette
10 personne ou de son statut.

11 Je vais répondre très, très rapidement à la... à l'argument présenté par la Défense au
12 sujet des conversations que M. Ntaganda a eues à partir du quartier pénitentiaire
13 avec ses associés au sujet de ses activités à partir du mois de février 2003.

14 L'Accusation considère que ce qui est important, c'est que lors de ces discussions
15 en 2013, ni M. Ntaganda ni ses interlocuteurs, à aucun moment, n'ont fait référence à
16 sa présence éventuelle au Rwanda à ce moment-là. Et la Défense a aussi présenté
17 certains arguments à propos de ce qu'avait dit l'Accusation à propos de la défense
18 par alibi un peu tardive de M. Ntaganda qui pourrait être considérée comme une
19 invention. Donc, je fais référence au paragraphe 113 du jugement Nahimana
20 de 2013 — je cite : « La Chambre d'appel rappelle que la façon dont un alibi est
21 présenté peut avoir un impact sur la crédibilité. » Fin de citation.

22 Et au paragraphe 114, la Chambre déclare — et je cite à nouveau : « La Chambre
23 d'appel a confirmé les inférences... les déductions d'une Chambre de première
24 instance, c'est-à-dire que le fait de ne pas soulever de défense par alibi de façon
25 adéquate au bon moment suggère que cet alibi ait été inventé afin de répondre à la
26 thèse de l'Accusation. » Fin de citation.

27 Je vous remercie. Nous avons terminé notre réplique.

28 Nous vous demandons, Madame, Messieurs les juges, de vous baser surtout sur

1 notre mémoire en clôture qui est beaucoup plus détaillé afin de voir quelle est la
2 position de l'Accusation par rapport aux questions posées par la Défense.

3 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [12:06:57] Merci beaucoup,
4 Madame Samson. Nous avons bien compris cela.

5 Maintenant, c'est à la Défense.

6 Alors, Maître Bourgon, vous voulez d'abord parler et ensuite donner la parole à
7 votre client ?

8 M^e BOURGON (interprétation) : [12:07:08] Je vous remercie Monsieur le Président.

9 Donc, très rapidement, j'aimerais répliquer à la réplique de l'Accusation,
10 cinq minutes chacun, si cela vous va. Et ensuite, je passerai la parole à mon client.

11 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [12:07:27] Très bien.

12 M^e GOSNELL (interprétation) : [12:07:29] Merci beaucoup.

13 Donc, nous ne sommes pas d'accord avec l'Accusation à propos de pratiquement
14 tous... toute la réplique de l'Accusation, mais je vais quand même m'attacher
15 principalement à trois points saillants.

16 Premièrement, la signification de l'expression « intention directe au deuxième
17 degré » et savoir si cela correspond ou non à l'article 30-2-b.

18 Eh bien, nous considérons que c'est vraiment une tempête dans un verre d'eau, rien
19 d'autre, mais l'Accusation avait au préalable reconnu que cet article parlait en effet
20 de ce concept de *dolus eventualis*... *dolus directus*, (*se reprend l'interprète*) au deuxième
21 degré.

22 Bon, à quoi cela sert ? Cela sert juste à vous rappeler que c'est une norme qui est très
23 proche de la volonté consciente, parce qu'il n'y a que quand il y a cette connaissance
24 cognitive qui est à un seuil extrêmement élevé que l'on peut arriver à trouver un
25 équivalent avec la volonté consciente, ce qui est encapsulé, d'ailleurs, dans cet extrait
26 que l'on nous a montré à propos du procès *Bemba et consorts*. Nous considérons que
27 c'est la façon dont vous devez interpréter ce... cet article de loi.

28 Ensuite, deuxièmement, distinction éventuelle entre le viol dans l'affaire *Bemba* et le

1 viol dans notre affaire en disant que, bon, dans notre affaire, les victimes du viol
2 étaient... se déplaçaient sans cesse alors que les autres étaient beaucoup plus
3 sédentaires, je pense que ça ne sert à rien. Je ne vois pas le but de cette distinction.
4 L'exigence pour vous, de toute façon, est de ne pas condamner hors des faits et
5 circonstances donnés dans les charges.

6 Donc, les victimes se déplacent ou non, je ne vois pas vraiment la différence. Et
7 j'imagine que l'Accusation ne semble pas suggérer que c'est parce que les victimes se
8 déplaçaient qu'il n'y a pas besoin de notification au titre du 67-1, non. Il faut quand
9 même donner cette notification, il faut quand même que l'on sache où se trouve la
10 victime et où le crime a eu lieu.

11 Le seul point de... le seul... le seul problème ici, visiblement, ce n'est pas à quel
12 niveau de détail on doit donner... quel niveau de détail doit être donné pour le
13 moment, et cetera, mais c'est plutôt le... le seuil qui vous permettrait, au stade de la
14 confirmation, au titre de l'article 74-2, de déclarer une condamnation.

15 Ensuite, troisième point, et c'est sans doute parce que j'ai été imprécis lorsque j'ai
16 parlé de l'article 74-2 et de la spécificité des charges, bon, je me suis mal exprimé et
17 les termes que j'ai employés n'ont pas grand-chose à voir avec l'article 74-2. Ça a
18 plutôt à voir avec l'article 67-1. Il n'en reste pas moins... et je vous invite d'ailleurs à
19 étudier de près l'arrêt *Lubanga* et « de » prendre connaissance des écritures,
20 l'article 74-2 n'a pas été une question prise en compte et la Chambre d'appel n'a
21 absolument pas contesté quoi que ce soit à propos de l'article 74-2 dans cet arrêt.

22 Donc, pour l'instant, ce point n'a absolument pas été jugé en ce qui concerne les
23 points 6 et 9... les chefs 6 et 9, et certainement... et n'a été plaidé, en fait, que pour
24 les... que pour les chefs 14, 15 et 16. Et vous... vous le trouverez dans le document
25 amendé des charges, donc ça n'a rien à voir avec l'affaire *Lubanga*.

26 Je vous remercie.

27 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [12:12: 05] Je vous remercie,

28 Maître Gosnell.

1 Maintenant, passons à M^e Bourgon.

2 M^e BOURGON (interprétation) : [12:12:07] Bien.

3 Nous allons d'abord parler de la vidéo de Mandro. Alors, nous contestons bien

4 évidemment la position de l'Accusation.

5 L'Accusation semble dire que le moment où la vidéo a été faite était bien avant le

6 moment dont se revendique la Défense, et nous ne sommes pas d'accord avec cela. Il

7 y a énormément d'éléments de preuve au dossier, y compris le témoignage de

8 M. Ntaganda, qui montrent bien que la réunion a eu lieu peu de temps après son

9 trajet vers Aru. Il y a d'autres témoins, y compris D-0017, qui ont bien témoigné

10 qu'au cours de l'absence de M. Ntaganda il y avait eu le... la réunion de Mandro à

11 propos du déplacement vers Mongbwalu.

12 Alors, dire que la réunion a eu lieu une... le lendemain de la réception des

13 uniformes, eh bien ce n'est pas... ce n'est pas vraisemblable. Des... de toute façon,

14 ça, c'est... c'est dit par un témoin qui n'est pas crédible. Mais l'Accusation semble

15 suggérer qu'on n'a pas parlé de Mongbwalu lors de cette réunion. Mais non, la

16 Défense n'a jamais dit que cette réunion avait été organisée pour Mongbwalu ! Pas

17 du tout. Lorsque M. Ntaganda s'est trouvé là-bas, il ne savait pas ce qui se passait à

18 Mongbwalu ou ce qui allait s'y passer. Donc, Mongbwalu n'a pas été mentionné lors

19 de la réunion. Le but de la réunion, c'est parce qu'avant les troupes avaient été

20 organisées en brigades, et avant que Salumu arrive pour prendre le commandement

21 de la brigade, il y a eu la réunion. Ce qui est important, ici, c'est que les troupes que

22 l'on voit sur la vidéo sont les troupes qui ont été envoyées à Mongbwalu. Et ils ont

23 été... ils ont été informés par le biais d'un discours du commissaire politique. On

24 leur a dit quels étaient les tenants et les aboutissants de l'affaire. Il ne s'agissait pas

25 de propagande. Ensuite, pour ce qui est de la deuxième vidéo, la vidéo de Ngongo, à

26 savoir... la façon dont l'UPC a été perçue à Ngongo n'a rien à voir avec le fait d'une

27 existence éventuelle d'une politique quelconque au sein de l'UPC/RP. Non, ce qui est

28 surtout important, c'est que suite à cette réunion il y a eu ouverture d'une deuxième

1 route.

2 Là, il y a eu politique, en effet, mais la politique, c'était d'ouvrir une deuxième route,
3 certainement pas d'attaquer des populations civiles. Et Salumu, dans la vidéo,
4 d'ailleurs, fait un commentaire, parce que que dit... que dit la population dans la
5 vidéo ? Ils disent : « Si Salongo a bien fait ça, il devra répondre de cela. » Et c'est cela,
6 la politique de l'UPC/RP et la politique du FPLC. On ne laisse pas ce type de
7 commentaires se propager sans faire quelque chose et prendre des mesures contre
8 Salongo.

9 Pour ce qui est de Nyangaray, avant les négociations, il y avait eu des maisons
10 incendiées à Nyangaray, mais je me souviens très bien du message envoyé par P-
11 0055 juste après les négociations. Il a coordonné avec Ntaganda et ce témoin a pu
12 envoyer un message aux troupes qui était : « Cessez le combat afin qu'il y ait
13 négociation. »

14 Pour ce qui est maintenant des messages dans le *logbook* et l'exécution de Liripa,
15 l'Accusation voudrait vous faire croire que l'appartenance ethnique de la victime ne
16 se trouve pas dans le *logbook*. Je pense pourtant que, dans le *logbook*, il est écrit « civil
17 lendu ». Mais, de toute façon, l'ethnicité de cette personne a été établie par le
18 témoin 0850 et il s'agissait bien d'un civil lendu.

19 Maintenant, les conversations téléphoniques de M. Ntaganda, le fait qu'on n'a jamais
20 mentionné le Rwanda. Mais l'important, c'est que les sujets soulevés dans les
21 conversations téléphoniques corroborent parfaitement la déposition de
22 M. Ntaganda. De quoi parle-t-il, à ce moment-là ? Il parle de questions qui
23 corroborent bien le fait qu'il est allé à Mongbwalu et qu'il est bien monté à bord de
24 l'avion. Tout cela corrobore le fait qu'il est allé au Rwanda par avion. Mais le
25 Rwanda, ce n'est pas un alibi, de toute façon. Le Rwanda, c'est un passage éclair
26 lorsque l'on voit... lorsque l'on parle du déroulement des événements pour le
27 témoin. Ce n'est pas du tout un alibi. Il pourrait plutôt dire Libi « soit » un alibi ou
28 alors Mahagi pourrait être un alibi, il ne l'a jamais mentionné, mais M. Ntaganda a

1 dit : « Je n'ai rien à faire avec ces attaques, je n'y ai jamais mis les pieds. » Il l'a dit
2 dès le début, dans ses conversations téléphoniques, il l'a dit aussi lors de ses propos
3 liminaires. Voilà je vous remercie.

4 C'était bref.

5 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [12:17:24] Merci beaucoup,
6 Maître Bourgon.

7 Eh bien, donc les plaidoiries sont terminées. Et avant de donner la parole à
8 M. Ntaganda, je tiens à dire que je n'ai pas de questions. Mes collègues ont-ils des
9 questions ? Non, je vois qu'ils n'en ont pas.

10 Monsieur Ntaganda, vous m'entendez ? C'est à vous. Vous pouvez faire votre
11 déclaration finale — je ne sais pas comment on va l'appeler : votre grande
12 déclaration, vos propos en clôture. Monsieur Ntaganda, c'est à vous, mais vous
13 devrez vous lever parce que vous ne témoignez pas, mais vous plaidez. À vous.

14 *(Le greffier d'audience assiste M. Ntaganda)*

15 Je remercie M^{me} le greffier de... pour l'aide qu'elle apporte à M. Ntaganda.

16 Monsieur Ntaganda, vous avez la parole.

17 M. NTAGANDA (interprétation) : [12:18:31] Honorables Juges, ceci est la troisième
18 opportunité que j'ai de m'adresser à vous directement et je vous en suis très
19 reconnaissant. Et je m'exprimerai en kinyarwanda pour des raisons d'interprétation,
20 mais j'aurais tout aussi bien pu parler en swahili, comme je l'ai fait lors de ma
21 déposition.

22 La première opportunité à laquelle je me suis adressé à vous, c'était au début du
23 procès et, à ce moment, vous ne me connaissiez que très peu.

24 Ce que je vous ai dit à cette occasion, je le maintiens encore aujourd'hui : je suis un
25 révolutionnaire, mais je ne suis pas un criminel.

26 La deuxième occasion à laquelle je me suis adressé à vous, c'était lors de ma
27 déposition qui a duré plusieurs semaines.

28 Lorsque j'ai débuté ma déposition, vous me connaissiez davantage, mais

1 malheureusement, pour une impression plutôt négative, et ceci était dû aux
2 allégations sans fondement que le Procureur portait contre moi et sur fond des
3 conversations téléphoniques que j'avais eues avec diverses personnes.
4 Ce n'est pas la seule raison bien sûr, mais c'est certainement l'une des raisons
5 importantes pour lesquelles j'ai tenu à déposer devant votre Chambre afin que vous
6 puissiez m'entendre, me parler, me poser des questions et, ainsi, mieux me
7 connaître.
8 Ma déposition devant cette Cour a été une expérience enrichissante que je
9 n'oublierai jamais. Ce ne fut pas facile, évidemment, mais il était essentiel, pour moi,
10 de raconter mon histoire et de parler publiquement de ma carrière militaire à partir
11 du moment où je suis devenu un militaire, à l'âge de 18 ans, jusqu'à ma nomination
12 au poste de chef d'état-major général par intérim des FPLC, à la fin de l'année 2003.
13 Aujourd'hui, à la fin de ce long procès et après ma déposition qui a duré plusieurs
14 semaines, la situation est différente. J'espère que vous me connaissez mieux et que
15 vous savez maintenant que le Terminator présenté par le Procureur n'est pas moi.
16 Cela fait exactement cinq ans, cinq mois et sept jours que je me suis présenté
17 volontairement devant la justice internationale pour répondre des accusations
18 portées contre moi. Bien entendu, la décision que j'ai prise de me présenter à
19 l'ambassade des États-Unis afin d'être transféré à La Haye a profondément changé
20 ma vie. À peine quelques années auparavant, j'étais général dans l'armée nationale
21 du Congo et, à ce titre, je travaillais même avec des représentants de la MONUC au
22 cours d'opérations menées contre les FDLR dans le Nord-Kivu et dans le Sud-Kivu.
23 Mais il était essentiel pour moi de me rendre volontairement et de faire face aux
24 accusations portées contre moi et ce, même si je n'en connaissais pas tous les détails.
25 Rétablir publiquement les faits et participer à l'établissement de la vérité étaient
26 fondamental pour moi.
27 En 2013, lorsque je me suis rendu volontairement, j'étais convaincu, tout comme je le
28 suis encore aujourd'hui, que je n'avais rien à me reprocher. Et c'est là une autre des

1 raisons pour lesquelles il était vital, pour moi, d'être jugé publiquement devant une
2 cour de justice internationale, afin que la vérité soit établie et aussi pour que les gens
3 connaissent et comprennent qui est véritablement Ntaganda.

4 Honorables Juges, je savais, en me présentant volontairement devant la justice, que
5 ce serait une grande épreuve. Je suis un homme et un père de famille. Je reconnais
6 que tout ce temps passé en détention est une épreuve difficile, car je suis tenu
7 éloigné de ma famille, à tel point que je ne connais même pas certains de mes sept
8 enfants et que ces derniers ne connaissent pas leur père alors qu'ils sont déjà grands.

9 Lire et écouter toutes les allégations portées contre moi par le Procureur, jour après
10 jour, n'est pas facile, mais j'ai compris que cela fait partie du processus judiciaire et je
11 suis en paix avec moi, car je sais que tout cela n'est que mensonge.

12 Je ne reviendrai pas sur les restrictions relatives aux contacts avec les membres de
13 ma famille pendant près de trois ans suite aux allégations du Procureur, bien que ces
14 dernières ne figurent pas dans le document contenant les charges.

15 Je vous dirais, toutefois, que j'apprécie énormément le fait que mes communications
16 avec ma famille et mes proches aient été rétablies depuis que la présentation des
17 moyens est terminée.

18 De tout cela honorables Juges, j'ai compris que vous êtes mon dernier recours. Je suis
19 confiant que vous saurez examiner les témoignages entendus et les documents
20 utilisés pendant le procès et que vous saurez faire la part des choses entre le vrai et le
21 faux, entre le mensonge et la vérité. Partout où je suis passé, depuis mon plus jeune
22 âge, j'ai toujours fait preuve de discipline et c'est grâce à cela que j'ai été élevé au
23 grade de général à un très jeune âge.

24 Même à ce jour, au centre de détention, mes camarades m'ont élu, à plusieurs
25 reprises, pour les représenter en raison de ma discipline.

26 Dans les leçons de leadership militaire que j'ai reçues, j'ai appris qu'un bon dirigeant
27 prêche par l'exemple. Cet enseignement m'a façonné et j'ai fait de mon mieux pour
28 transmettre ce message et ces valeurs à ceux qui étaient sous mes ordres afin qu'ils

1 deviennent des chefs militaires exemplaires qui respectent les membres de la
2 population et protègent leurs biens.

3 Honorable Juges, je ne ferai pas de commentaires sur le déroulement de mon procès,
4 mais je souhaite tout de même, en terminant, revenir sur ma déposition.

5 J'ai pris la décision de faire cette déposition sans contrainte. Pendant des mois, j'ai
6 répondu aux questions qui m'ont été posées, que ce soit par vous-mêmes, les juges,
7 par le Procureur, par les représentants des victimes, ainsi que par mon conseil.

8 Je vous ai parlé de tout. Je n'ai pas cherché à cacher ma responsabilité. Même si
9 j'étais un officier d'état-major, je n'ai pas hésité à reconnaître ma responsabilité dans
10 certaines opérations que j'ai dirigées, tel qu'à Mongbwalu. J'ai expliqué comment je
11 suis arrivé à Bunia, une région que je ne connaissais même pas, et comment j'en suis
12 venu à faire partie des FPLC.

13 J'ai expliqué mon rôle en tant que chef d'état-major adjoint chargé des opérations et
14 organisation, et j'ai expliqué ma relation avec mes supérieurs, à savoir Kisembo et
15 Lubanga.

16 J'ai aussi déclaré que je n'étais pas un politicien. À chaque question qui m'a été
17 posée, j'ai toujours essayé de fournir le maximum d'informations, à moins,
18 évidemment, qu'il ne s'agisse de documents ou d'événements qui m'étaient
19 inconnus à l'époque. J'ai longuement parlé de l'idéologie qui nous animait et que
20 nous avons essayé d'inculquer aux membres des FPLC parce que nous voulions
21 poser des actes positifs qui nous distingueraient des autres groupes. Ce que j'ai dit à
22 ce sujet et que j'ai expliqué concernant les opérations du FPLC, vous pouvez le
23 retrouver dans mes *logbooks*. Même si les messages contenus dans mes *logbooks* ne
24 représentent qu'une partie de ce que j'ai fait pour accomplir les missions qui m'ont
25 été assignées par mes supérieurs et maintenir la discipline parmi les membres des
26 FPLC, je maintiens que ces messages sont représentatifs de l'idéologie et de la
27 discipline qui m'animait à l'époque.

28 En réalité, je suis très fier de ce que nous avons réussi à faire en très peu de temps,

1 avec un minimum de ressources, en mettant sur pied un groupe armé bien structuré
2 et discipliné qui avait pour objectif de protéger les membres de la population civile,
3 sans distinction ethnique ou régionale.

4 Mes *logbooks* révèlent que j'ai placé en détention provisoire les éléments soupçonnés
5 d'avoir commis des exactions, ceci pour permettre que les enquêtes soient menées et
6 que ces éléments ne ternissent pas l'idéologie des FPLC.

7 En fait, entre 2002 et 2003, je n'ai jamais hésité à punir tant les militaires que les
8 officiers supérieurs qui se rendaient coupables d'exactions ; ceci dans le but de
9 protéger les membres de la population et leurs biens. Telle était l'idéologie de l'UPC
10 et des FPLC.

11 Honorables Juges, suivant l'exemple et la direction de l'UPC, les FPLC avaient pour
12 objectif de protéger toutes les populations sans tenir compte de leur appartenance
13 ethnique ou régionale. Les opérations menées par les FPLC s'inscrivaient dans une
14 stratégie défensive et visaient l'ennemi qui nous attaquait.

15 Les secrétaires nationaux et les membres de l'UPC/RP appartenaient à divers
16 groupes ethniques, y compris de l'ethnie lendu, et les FPLC étaient constituées de
17 commandants et de militaires provenant de différents groupes militaires...

18 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [12:30:08] Je suis désolé de vous
19 interrompre, mais pourriez-vous, s'il vous plaît, ralentir ?

20 M. NTAGANDA (interprétation) : [12:30:18] Honorables Juges, les secrétaires
21 nationaux et les membres de l'UPC/RP appartenaient à divers groupes ethniques, y
22 compris de l'ethnie lendu, et les FPLC étaient constituées de commandants et de
23 militaires provenant de différents groupes militaires, et... dont je ne connaissais pas
24 l'origine ethnique, car on ne demandait pas la provenance ethnique.

25 Les FPLC n'étaient pas constituées par les membres d'une seule ethnie, comme l'a
26 affirmé le Procureur.

27 Honorables Juges, la protection que nous avons assurée aux civils lendu qui ont
28 cherché refuge auprès de nous à Mandro, parce qu'ils étaient menacés par des

1 combattants rendu suite à leur refus de participer à des attaques contre les Hema, est
2 un exemple fort de notre politique qui visait à protéger tous les membres de la
3 population, sans distinction. Ces membres de la population ont bénéficié de notre
4 protection et vivent jusqu'aujourd'hui dans la même localité.

5 Honorables Juges, avant le début de mon procès j'avais souhaité que les premières
6 audiences se tiennent chez nous, en Ituri, où le Procureur m'accuse d'avoir commis
7 des crimes.

8 J'aurais aimé que vous puissiez voir de vos propres yeux les endroits où les faits liés
9 aux accusations portées contre moi se sont produits. Cependant, même si cela n'a
10 pas pu se faire, j'ai pleinement confiance que vous serez à même de comprendre la
11 situation qui prévalait à l'époque, de déterminer ce qui s'est réellement passé et de
12 constater que les accusations que le Procureur porte contre moi ne sont pas fondées.

13 Honorables Juges, l'Ituri a beaucoup souffert et plusieurs personnes au sein de la
14 population de l'Ituri, toutes ethnies confondues, ont subi de graves préjudices en
15 raison du conflit ethnique qui a fait rage à partir de 1999. Et ce conflit, j'ai eu
16 l'occasion de vous le dire, a été provoqué par des politiciens qui ont mis le Congo à
17 feu et à sang avec leurs déclarations incendiaires telles que « tuez tous les Tutsi et
18 ceux qui leur ressemblent ».

19 En tant que Congolais, ayant toujours eu comme objectif de permettre à tous les
20 Congolais de vivre librement et en paix, sans égard à leur appartenance ethnique, et
21 ayant été témoin privilégié de la situation, j'éprouve une grande compassion à raison
22 de toutes les souffrances et tous les préjudices subis par la population civile, toutes
23 ethniques confondues. L'objectif de l'UPC/RP était de résoudre les problèmes qui
24 régnaient au Congo et de protéger toute la population civile en mettant fin aux actes
25 de violence à caractère ethnique. En dépit des accusations portées contre moi, je me
26 console à l'idée que l'UPC/RP, les FPLC et moi-même avons fait de notre mieux pour
27 atteindre cet objectif.

28 Aujourd'hui, l'UPC est un parti politique légalement reconnu, implanté dans le

1 paysage politique de la République démocratique du Congo, qui prône toujours les
2 mêmes valeurs et la même idéologie de l'UPC/RP de 2002-2003 dont les
3 représentants siègent à l'Assemblée nationale et dans les autres institutions du pays.
4 C'est peut-être une mince consolation au regard des troubles qui continuent
5 d'affliger la RDC, mais j'ose suggérer que c'est aussi révélateur lorsque (*phon.*)
6 l'UPC/RP représentait et avait pour objectif à l'époque.

7 Je vous remercie.

8 M. LE JUGE PRÉSIDENT FREMR (interprétation) : [12:34:49] Merci, Monsieur
9 Ntaganda.

10 Donc, nous sommes arrivés au terme du réquisitoire et de la plaidoirie. Nous allons,
11 donc, maintenant lever l'audience. La Chambre va délibérer en amont du jugement,
12 et je pense pouvoir me hasarder à vous dire que ce ne sera pas un processus très
13 facile, parce qu'au cours des trois dernières années, nous avons entendu de
14 nombreux témoignages, des centaines et des centaines de documents ont été versés
15 au dossier, les parties ont envoyé leurs mémoires de clôture, et dans ces mémoires
16 de clôture ainsi que dans leurs réquisitoires et plaidoiries, elles ont présenté... les
17 parties ont présenté de nombreuses questions juridiques extrêmement complexes,
18 sans oublier les questions factuelles qui sont complexes. Donc, cela va prendre un
19 certain temps et nous rendrons en temps voulu notre jugement.

20 Avant de lever l'audience, je souhaiterais saisir cette occasion pour remercier, au
21 nom de toute la Chambre, toutes les personnes qui ont participé à ce procès.

22 J'aimerais les remercier pour leur dévouement et leur dur labeur.

23 J'aimerais, premièrement, remercier les parties, ainsi que les participants qui ont...
24 s'en sont tenus aux critères d'une procédure contradictoire ; et je dois vous dire que,
25 personnellement, j'ai beaucoup apprécié. Par ailleurs, ils ont œuvré dans... avec
26 beaucoup de collégialité dans ce prétoire et contribué à la dignité de ce procès ; ce
27 que j'ai beaucoup apprécié également.

28 J'aimerais remercier plus particulièrement, pour leur attitude positive, M^{me} Samson

1 ainsi que M^e Bourgon, et j'aimerais également vivement remercier les représentants
2 légaux, M^e Pellet et M^e Suprun.

3 J'aimerais également remercier toutes les personnes qui ont travaillé dans ce procès,
4 les greffiers d'audience, et notamment M^{me} Bossette.

5 J'aimerais également remercier tous les responsables de la sécurité qui nous ont aidés
6 pendant le procès.

7 J'aimerais également remercier les interprètes ainsi que les sténotypistes. Je sais qu'à
8 maintes reprises, ils ont dû travailler sous une pression très forte, et je peux tout à
9 fait imaginer qu'à cause de moi, ils ont connu des moments assez difficiles, mais je
10 dois dire qu'ils ont fait un très bon travail.

11 Et je ne peux pas oublier de mentionner ceux qui ne sont pas visibles mais qui sont
12 également importants. Et j'entends par ceux-là l'Unité des victimes et des témoins,
13 sans oublier les bureaux en RDC.

14 J'aimerais également transmettre mes remerciements au personnel de la Chambre,
15 notamment nos juristes ainsi que nos assistants administratifs qui nous ont aidés
16 pendant tout ce procès.

17 Et j'aimerais également envoyer un message à toutes les victimes et à tous les
18 témoins qui, soit se sont déplacés pour venir ici, soit ont témoigné par le truchement
19 de vidéoconférence depuis la RDC. Nous savons tous pertinemment que témoigner
20 devant une Chambre et relater ces événements fort tristes représente une expérience
21 extrêmement traumatisante et différente. Mais nous sommes fermement convaincus
22 que vos témoignages — et je m'adresse, une fois de plus, aux témoins et aux
23 victimes — vont nous aider à parvenir à notre objectif qui est de trouver la vérité.

24 Donc, nous vous remercions tous pour nous avoir aidés à cet égard.

25 Je suis, maintenant, arrivé à la fin de mon intervention, et l'audience est levée.

26 M^{me} L'HUISSIER : [12:39:16] Veuillez vous lever.

27 (*L'audience est levée à 12 h 39*)